

LES MACHINES ONT ETE DEBRANCHEES

Le 21 mars, a commencé la semaine de protestation dans les entreprises de notre région. Nous transmettons les premières informations.

PZL Hydral

La TKZ de l'usine Hydral a élargi les revendications de la semaine de protestation en demandant:

- l'annulation de toutes les sanctions contre les travailleurs qui ont participé aux actions de protestation pendant l'état de guerre;

- l'arrêt du chantage des chefs de sections et d'ateliers contre les travailleurs;

- le paiement des allocations et des subsides du fonds du syndicat "Solidarnosc" à tous les travailleurs.

Dans sa déclaration, la TKZ de Hydral constate: la production de notre entreprise n'est pas liée directement aux besoins de la société mais elle peut être utilisée contre la société dans la mesure où elle contribue à la production militaire. C'est pourquoi, si nos revendications ne sont pas acceptées, la semaine de protestation devrait consister surtout à boycotter la production.

A Hydral, la semaine de protestation repose sur:

- la réalisation de la production conformément à la technologie et aux règles de sécurité et d'hygiène de travail;

- ne pas venir au travail les samedis libres;

- organiser un défilé des travailleurs par les voies intérieures de l'usine;

- arrêter la production pour le temps prévu le jour J à l'heure H;

- augmenter le travail de propagande et les distributions de tracts.

La TKZ appelle tous les travailleurs de Hydral à ne pas participer aux mensonges organisés par le POUP, à boycotter le syndicat du WRON, à rendre public les cas de chantage et de corruption, à payer leurs cotisations, à mener dans l'usine une journée sans presse du régime.

Dolmel, Archimedes, Mostostal

Depuis quelques semaines est menée une action d'affichage et de distribution des tracts. Depuis le 21 mars le fléchissement de la production est sensible.

Pilmot

L'action de protestation a commencé le 21 mars par des inscriptions de soutien à "Solidarnosc" sur le mur entourant l'usine. Chaque jour ont eu lieu d'importantes distributions de tracts. La productivité du travail a été abaissée par le refus des heures supplémentaires. Le 24 mars à 12 heures, les machines de toute l'entreprise ont été débranchées pendant 10 minutes. Les machines ont été coupées PAR TOUS LES TRAVAILLEURS, Y COMPRIS LES MILITANTS DU PARTI. La semaine de protestation s'est terminée samedi par une édition spéciale de l'"Iskra" - journal de l'entreprise.

Fadroma

Avant la semaine de protestation, le Service de sécurité (SB) a convoqué des travailleurs de l'entreprise à propos du refus des heures supplémentaires et du travail les samedis. Dans l'usine est apparu un nouveau représentant du SB. En janvier et février, l'entreprise n'a pas rempli son plan de production. La direction fait tout son possible pour qu'en mars soit réalisé le plan trimestriel; probablement s'agit-il uniquement de remplir le plan financier.

Le 25 mars dans l'atelier W-2 et celui d'outillage, un arrêt de travail a été observé de 9.45 à 10 heures. La semaine de protestation s'est terminée le samedi par une importante distribution de tracts.

Polar

Le 24 mars à 9 h 05, presque tous les travailleurs du département des machines à laver, environ 30% des travailleurs du département des réfrigérateurs, et les travailleurs des sections auxiliaires de l'usine ont quitté leur travail et se sont rassemblés devant les bureaux de l'administration pour manifester, dans le calme, leur mécontentement causé par la politique des prix, ainsi que leur solidarité avec les militants syndicaux emprisonnés ou licenciés pour des raisons politiques. Des dispositions avaient été prises pour débrancher le système des haut-parleurs intérieurs.

L'action, menée dans le calme et la dignité, a semé la panique au sein de la direction et de la section d'entreprise du Service de sécurité (SB). Les téléphones se sont mis à sonner, les directeurs ont annulé leurs déplacements. La direction d'un

nulé leurs déplacements. La direction du département des machines à laver, le directeur Debicki à sa tête, s'est précipité sur le lieu du rassemblement et a commencé à haranguer le personnel. Très calmes, les travailleurs l'ont ignoré, faisant comme s'ils n'étaient pas là. La majorité de ceux qui ont quitté leurs ateliers étaient des femmes, ce qui mérite d'être souligné. Au bout d'une quinzaine de minutes, les travailleurs ont regagné leur poste et se sont remis au travail.

Malgré cela, jusqu'à la fin de la journée, les directeurs et les secrétaires du POUF parcouraient les départements avec crainte et inquiétude. Le soir, le SB est entré en action, en arrêtant à leur domicile Krystyna Kaczmarek, Janusz Kluba, Henryk Olszok et Waldemar Kaleta.

DECLARATION DE LA COMMISSION CLANDESTINE DE "SOLIDARNOSC" DE L'USINE POLAR

La Commission provisoire d'entreprise (TKZ) de Polar, au cours de la réunion du 26 mars 1983, a tiré un premier bilan du déroulement de la semaine de protestation.

L'abaissement de la production n'a pas été très sensible car son niveau avait déjà

tendance à baisser du fait des livraisons irrégulières de matériel, de la mauvaise organisation et de l'absentéisme pour le fait de maladie. Le point culminant de la semaine de protestation a été l'action de 5 minutes de silence le 24 mars qui a été menée à bien. Nous tenons aujourd'hui à remercier tous les travailleurs qui ont eu courage de sortir devant le bâtiment de l'administration et de suivre ainsi les mots d'ordre de la semaine de protestation. Nous remercions particulièrement les travailleurs de l'atelier des machines à laver. Ils ont presque tous participé à cet action. Le comportement des femmes, qui constituent la majorité des ateliers PB et PC, devrait être un exemple pour beaucoup d'hommes indécis.

L'expérience de la semaine de protestation servira à élaborer et à améliorer les formes de protestation futures. Les propositions des travailleurs seront examinées par la TKZ.

"Z Dnia na Dzień" n° 12/271,
du 24 - 31 mars 1983
et "Z Dnia na Dzień" n° 13/272,
du 29 mars - 7 avril 1983

DECLARATION DU R.K.S.

Du 21 au 26 mars a été organisée dans notre région une semaine de protestation pour défendre les militants syndicaux emprisonnés et les travailleurs licenciés pour raisons politiques, et pour protester contre la nouvelle hausse des prix prévue par le pouvoir. Les travailleurs des plus grandes entreprises de Wrocław et la région ont décidé d'appliquer pendant la semaine de protestation une baisse de productivité du travail par les moyens suivants:

- refus des heures supplémentaires et du travail les samedis libres (par exemple: Pilmel, Polar),

- stricte observation des normes techniques, de sécurité et d'hygiène du travail (par exemple: PZL Hydral),

- faire semblant de travailler (par exemple: Dolmel).

Le 24 ou le 25 mars, en accord avec la résolution du RKS, des arrêts de travail se sont produits dans les principales entreprises de Wrocław. A Polar, les travailleurs des ateliers de production des machines à laver et des réfrigérateurs ont décidé de manifester devant leur entreprise. La majorité des manifestants étaient des femmes. Dans certaines usines (par

exemple: Pilmel, PZL Hydral, Ateliers de Réparations Fluviales de Wrocław) on a débranché les machines, dans d'autres on a observé dix minutes de silence.

Durant cette semaine de protestation, nous avons fait la preuve de la vitalité de 'Solidarnosc' dans notre région. Notre syndicat existe. En interrompant le travail, en réduisant la productivité, nous avons montré que nous n'abandonnerions jamais nos camarades emprisonnés, que nous ne serions jamais d'accord avec la misère qui s'aggrave sans cesse.

La semaine de protestation a constitué une expérience très importante dans notre activité. L'attitude des travailleurs des plus grandes entreprises de notre région est le témoignage de la persévérance dans la lutte pour les droits syndicaux et pour le droit à l'autogestion, et nous donne une base pour préparer la manifestation ouvrière du 1er Mai.

Nous, représentants des plus grandes entreprises de Basse-Silésie, unis dans le Comité régional de grève, appelons tous les membres du syndicat "Solidarnosc" de notre région à participer à la manifestation de "Solidarnosc" du 1er Mai.

Nous ne permettrons pas que la dictature militaro-policière nous confisque notre fête ouvrière. En manifestant le 1er Mai, nous revendiquerons pour nos camarades emprisonnés, pour les travailleurs privés de leur emploi pour raisons politiques. Nous exigerons le droit à l'existence pour notre syndicat, les libertés politiques qu'on nous arrachées. Nous protesterons contre l'augmentation continue du coût de la vie, contre l'aggravation de la misère qui frappe des couches de plus en plus vastes de travailleurs.

Que la Protestation du 1er Mai témoigne

de notre résistance, de notre attachement à "Solidarnosc". Que les manifestations ouvrières démontrent notre solidarité et notre force, qu'elles soient une mise en garde pour la dictature militaro-policière. Qu'elles donnent de l'espoir aux condamnés et aux emprisonnés, à ceux qui vivent dans la pauvreté et la misère.

Wroclaw, le 12 avril 1983.

Pour le RKS du syndicat "Solidarnosc"
Jozef Pinior

"Z Dnia na Dzien" n° 15/274,
du 14 - 21 avril 1983

HOMMAGE AUX COMBATTANTS DU GHETTO

Avec les combattants du ghetto, nous sommes liés par la lutte contre l'esclavage et l'aviilissement, par le combat pour des idéaux communs. Aujourd'hui nous sommes persécutés et pourchassés pour les mêmes raisons qui jadis ont provoqué le massacre des gens enfermés dans les ghettos - parce que comme eux nous voulons vivre dignement.

Les circonstances dans lesquelles nous sommes contraints de vivre, de travailler et de lutter le jour de ce quarantième anniversaire de leur dernière lutte ne nous

permettront pas de leur rendre hommage comme nous l'aurions souhaité. Aini c'est de cette manière, la seule que nous reste, que nous honorons la mémoire des combattants du ghetto et leur heroïsme.

Wroclaw, avril 1983.

Pour le RKS du syndicat "Solidarnosc"
Jozef Pinior

"Z Dnia na Dzien" n° 15/274,
du 14 - 21 avril 1983

JOZEF PINIOR ARRETE COMMUNIQUE DE LA DICTATURE MILITAIRE

Le Service de sécurité du Commandement départemental de la Milice civile à Wroclaw vient d'arrêter Jozef Pinior, ex-membre du Présidium de la Direction régionale de Basse-Silésie et porte-parole de l'ex-syndicat "Solidarnosc" chargé des affaires financières pour la région, et en dernier lieu membre de l'organisme illégal "Commission provisoire de coordination" et président du "Comité régional de grève" de Basse-Silésie.

J. Pinior, avec Z. Bujak, B. Lis, W. Hardek et E. Szumiejko, a été signataire des dernières déclarations de la TKK qui appelaient entre autres à perturber la célébration du 1 Mai dans le pays.

Lors de la perquisition du local où se trouvait J. Pinior ont été saisis de nombreux documents démontrant le caractère

antigouvernemental de son activité et prouvant qu'il disposait de sommes de plusieurs millions, ainsi qu'une importante quantité d'argent liquide, en partie en devises occidentales. Des communiqués antérieurs, nous savons qu'une information judiciaire a été ouverte contre J. Pinior pour avoir détourné 80 millions de zlotys.

C'est justement pour cette affaire que Lech Walesa et d'autres anciens militants syndicaux ont été récemment entendus. Dans les prochains jours, la télévision polonaise présentera une relation filmée concernant les millions de zlotys appartenant au syndicat et dilapidés par la soi-disant clandestinité que dirigeait J. Pinior.

"Trybuna Ludu" n° 96,
du 25 avril 1983

"ROBOTNIK '83" (Ouvrier '83). Bulletin du Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France.

120, rue de Crimée 75019 Paris
tel. 208.36.12

Pour recevoir notre bulletin nous vous proposons de vos abonner au prix de 40 f pour 10 numéros. Prix d'un numéro hors-abonnement: 5 f.

SOLIDARNOSC

ROBOTNIK '83

Abonnez-vous!

DECLARATION DU COMITE DE COORDINATION

B.D.I.C.

C'est alors qu'il préparait la célébration de la Fête internationale des travailleurs dans les usines de Basse-Silésie que Jozef Pinior a été arrêté par la police secrète, le dimanche 23 avril 1983. La répression a arraché des rangs des combattants clandestins de "Solidarnosc" un des dirigeants nationaux les plus brillants, un militant dévoué entièrement au combat pour la liberté syndicale, pour une société autogérée, pour "les idéaux auxquels - comme il le disait - les ouvriers, en Pologne et dans le monde entier, ont sacrifié leur vie". Pinior a été un des plus proches collaborateurs de Wladyslaw Frasnyniuk et le continuateur conséquent de sa pensée politique - de la ligne des usines et de la grève générale - dans la tactique et la stratégie du syndicat "Solidarnosc".

C'est le troisième membre de la TKK pour la région de Basse-Silésie, et troisième président du Comité régional de grève (RKS) qui tombe. C'est - avec Wladyslaw Frasnyniuk, Piotr Bednarz et Karol Modzelewski - le quatrième membre du Présidium de la Direction régionale de Basse-Silésie, jeté en prison en Pologne. Avec eux, il est parmi ceux qui, il y a deux ans, ont été démocratiquement élus par les ouvriers comme leurs vrais représentants, et qui aujourd'hui paient un prix élevé pour avoir représenté fidèlement les intérêts des travailleurs dans un Etat totalitaire qui les opprime et réprime.

Le fait que la répression de la dictature militaire frappe les dirigeants clandestins de "Solidarnosc" dans la région de Basse-Silésie de manière beaucoup plus concentrée que dans d'autres régions, prouve la peur que la lutte menée par le syndicat de la région sous la direction du RKS, son degré d'organisation dans les entreprises, sa capacité de mobilisation des masses et ses préparatifs pour la grève générale sus-

citent au sein de l'appareil du pouvoir. Et la peur que suscite Jozef Pinior, se trouve prouvée par la haineuse campagne de discréditation morale menée contre lui après son arrestation, par les moyens de propagande du régime, "Trybuna Ludu" - organe central du POUP - en tête.

Notre Comité a assuré une importante aide technique et matérielle au RKS de Basse-Silésie, travaillant en contact étroit et régulier avec Jozef Pinior. Dès maintenant, notre Comité devra assurer à cette région un soutien plus efficace encore, pour contribuer à mettre en échec les plans répressifs de la dictature militaire.

Nous demandons aux organisations syndicales et aux Comités de solidarité avec "Solidarnosc" en France et à l'Ouest en général de:

- Défendre "Solidarnosc" de Basse-Silésie en organisant un soutien matériel pour sa direction clandestine en collaboration avec notre Comité.

- Défendre Jozef Pinior et ses camarades emprisonnés. Exigez sa libération immédiate!

- Envoyer une aide humanitaire aux familles des syndicalistes persécutés de Basse-Silésie.

AUJOURD'HUI, PLUS QUE JAMAIS, LA DEFENSE DE "SOLIDARNOSC" PASSE POUR LE SOUTIEN A L'ORGANISATION SYNDICALE CLANDESTINE DE BASSE-SILESIE!

Recollectez l'argent et envoyez les chèques de soutien financier au Comité régional de grève du syndicat "Solidarnosc" de Basse-Silésie, en les adressant au:

Comité de coordination
du syndicat "Solidarnosc" en France,
120, rue de Crimée - 75019 Paris

LIBERTE POUR JOZEF PINIOR ET TOUS LES SYNDICALISTES POLONAIS EMPRISONNES! TRACT DU 1er MAI DE LA C.F.D.T. DES YVELINES

La CFDT a maintes fois prouvé sa solidarité active avec "Solidarnosc". Notre soutien doit continuer pour exiger la liberté des syndicalistes emprisonnés.

C'est avec une émotion certaine que nous avons appris l'arrestation, il y a huit jours de Jozef Pinior, président du Comité régional de grève de Basse-Silésie et membre de la Commission provisoire de

coordination (TKK). Cette arrestation intervient dans une période difficile:

"Solidarnosc" a décidé de faire du 1er Mai un moment de lutte "pour les droits sociaux, les droits ouvriers, le pain et la liberté". Depuis plus d'un an, le syndicat indépendant poursuit son action dans l'illégalité et dans la clandestinité. Des milliers de militants sont passés par les

camps d'internement et les prisons. La répression redouble à la veille du 1er Mai.

Mais "Solidarnosc" vit et résiste au sein des entreprises pour continuer son action de défense des droits des travailleurs, et pour la mise en place des réformes socio-économiques en Pologne.

La responsabilité de la CFDT est clairement posée. Nous devons tout faire

pour les aider dans leur lutte pour le droit à l'activité légale du syndicat, la libération des emprisonnés et l'arrêt des poursuites.

Plus que jamais SOLIDARITE AVEC "SOLIDARNOSC".

CFDT, UD des Yvelines

CONTRE LES PROCES DE VARSOVIE

Le Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France appelle à signer massivement la pétition suivante, lancée à l'appel des principaux dirigeants des confédérations syndicales (CFDT, FEN, CGT-FO, CFTC, CGC) et des membres du Comité contre les procès de Varsovie.

Nous devons savoir que les procès de Varsovie ne commenceront pas au moment où sept dirigeants nationaux de "Solidarnosc" et cinq militants de l'ex-KOR se présenteront devant le tribunal. Ces procès ont commencé immédiatement après le 13 décembre 1981 et durent depuis ce jour. Leurs premières victimes étaient les organisateurs des grèves contre l'instauration de l'état de guerre - parmi eux Ewa Kubasiewicz, militante syndicale de l'Ecole maritime supérieure, condamnée à 10 ans, et Andrzej Slowik, membre du Présidium de la Commission nationale et président de la Direction régionale du syndicat "Solidarnosc" à Lodz, condamné à 6 ans pour avoir rempli son devoir de dirigeant syndical, en accord avec les statuts de son syndicat, en appelant à la grève générale lors de l'attaque contre "Solidarnosc".

Les victimes suivantes ont été et sont ceux qui par la lutte clandestine ont assuré la continuité de l'existence de notre syndicat, parmi eux: Wladyslaw Frasnikiuk et Piotr Bednarz, présidents du Comité régional de grève de Basse-Silésie et membres de la TKK, ainsi que Zbigniew Romaszewski, organisateur de Radio Solidarnosc à Varsovie, déjà condamnés à plusieurs années de prison. En ce moment se déroule le procès contre le groupe dirigeant du Comité ouvrier inter-entreprises de "Solidarnosc" (MRKS) de Varsovie.

D'ici peu se trouveront devant le juge: le membre de la TKK et président de la Direction régionale provisoire de Grande-Po-

logne - Janusz Palubicki, le président de la Commission régionale exécutive de Gorzow - Zbigniew Belz, ainsi que le membre de la TKK, successeur de Frasnikiuk - Jozef Piniior. Ne permettons pas que soient impunément condamnés à l'emprisonnement les dirigeants de "Solidarnosc" clandestin, les militants qui symbolisent la résistance des travailleurs polonais au pouvoir totalitaire, la fidélité dans la lutte pour la liberté syndicale et pour les droits civiques! Ne permettons pas que leurs noms soient oubliés dans la campagne contre les procès de Varsovie! Ne permettons pas non plus que la dictature militaire se venge impunément sur Edmund Baluka, dirigeant de la grève de décembre 1970 à Szczecin!

PETITION

En Pologne s'annoncent les procès de cinq membres de l'ex-KOR et des sept dirigeants du syndicat "Solidarnosc". Les faits qui leur sont reprochés sont antérieurs à l'instauration de l'état de guerre. A travers eux est visée l'activité alors légale du syndicat "Solidarnosc" et de ses dix millions d'adhérents.

Après les procès de Moscou, après les procès de Prague, voici donc venu le temps des procès de Varsovie. Procès d'hommes et de femmes, ouvriers et intellectuels, qui, par une action ouverte, pacifique et conforme aux lois, défendaient les libertés syndicales dont le droit de grève, la liberté de manifester ses convictions et celle de s'associer. Ces hommes et ces femmes exprimaient et expriment la volonté de l'écrasante majorité du peuple polonais et pour toute l'Europe, l'espoir d'une vraie paix fondée sur le droit des peuples.

Nous protestons contre ces procès. Nous demandons la libération de tous les prisonniers politiques en Pologne.

LA LIGNE DES USINES

par Zbigniew M. Kowalewski

SUPPLEMENT

Mai 1983

7 francs

COMITE OUVRIER INTER-ENTREPRISES DE "SOLIDARNOSC" (M.R.K.S.)

B.D.I.C.

Le Comité ouvrier inter-entreprises de "Solidarnosc" (MRKS) a tenu tête au pouvoir ennemi de la nation. Mais le pouvoir veut à tout prix prouver qu'il s'est tiré d'affaire. Il a donc déféré devant le tribunal militaire de Varsovie, à partir du lundi 21 mars, un groupe de neuf personnes, accusées "d'avoir créé ou pris part avec d'autres, à l'association dénommée MRKS dont l'existence, le fonctionnement et la structure devaient rester secrets pour les organes de l'Etat. Son but était, d'une part, la violation criminelle de l'ordre juridique en vigueur, notamment par la publication et la diffusion d'imprimés contenant de fausses informations, susceptibles de troubler l'ordre public; d'autre part, d'appeler à l'organisation de grèves et d'actions de protestation. Tous les accusés exerçaient des fonctions dirigeantes au sein de cette association."

Nous avons choisi de citer ce fragment de l'acte d'accusation, rédigé dans le triste jargon des procureurs de l'état de guerre, car il traduit le caractère des activités du MRKS. Mais même ces quelques phrases sont pleines d'inexactitudes. Comment peut-on soutenir que notre existence "devait rester secrète", alors que dès le début, le MRKS éditait son organe de presse "CDN - Glos Wolnego Robotnika" ("A suivre - La Voix de l'Ouvrier Libre"), qu'il signait des tracts et prenait la parole sur les ondes de Radio Solidarnosc? Aussi, l'accusation de diffuser des fausses informations apparaît pour le moins irréf- lèche, si on prend en compte le fait que, dans aucun des procès de groupes de "Solidarnosc" ayant eu lieu jusqu'ici, la preuve n'en a jamais été apportée. C'est absurde. La vérité est l'arme essentielle de "Solidarnosc" dans la lutte que nous menons. Et surtout, que recouvre la formulation pompeuse: "la violation criminelle de l'ordre juridique en vigueur"? La société n'a aucune obligation envers cet ordre juridique qui lui a été imposé par la force. C'est cet ordre justement qui est illégitime, c'est cet ordre qui est un crime contre la nation.

Tout indique qu'à l'occasion de ce procès, la propagande du régime va essayer de susciter une atmosphère de terrorisme autour du MRKS. Sur ce plan, un article policier est paru dans "Trybuna Ludu" sous le titre "Ils voulaient ressembler aux Brigades rouges". Il prétendait que des groupes spéciaux du MRKS commettaient des actes à

caractère terroriste et que "CDN - Glos Wolnego Robotnika" publiait des "condamnations à mort prononcées par des instances clandestines"(!). Ce sont tout simplement des affirmations délirantes, dont il serait vain de chercher le fondement même dans l'acte d'accusation fabriqué par le parquet militaire.

Alors, qu'était le MRKS et qu'est-il en réalité? Il n'est pas inutile de le rappeler, ne serait-ce que parce que de nouvelles entreprises et de nouveaux militants rejoignent notre coordination, et il est utile de leur montrer nos origines et nos buts.

Nous sommes nés de la volonté de groupes de jeunes ouvriers formés spontanément, pour la plupart non-membres des instances de direction de "Solidarnosc" avant Décembre. Dès le début, le MRKS (faisant partie de la structure de la région de Mazovie et lié à la Commission exécutive régionale) tranchait par son radicalisme sur les autres structures inter-entreprises de Varsovie. Cela signifie qu'il se donnait pour but une activité permanente pour montrer au pouvoir que sans nous, sans "Solidarnosc" et sans les ouvriers il est impossible de résoudre quoi que ce soit dans notre pays. Dans ce sens, nous avons participé et accompli d'importantes tâches organisationnelles pendant les manifestations de rue (1 Mai, 31 Août), nous avons témoigné de l'existence de "Solidarnosc" dans les rues de Varsovie (inscriptions sur les murs, banderoles et tracts). Nous avons mené les deux actions qui ont sans doute le plus contribué à faire connaître le MRKS: la pose sur la Place de la Victoire d'une plaque commémorative en l'honneur des grévistes assassinés de la mine Wujek (en mai) et la libération de Jan Narozniak (en juin).

La plaque a été enlevée de nuit par la milice, mais pendant longtemps les Varsoviens ont maintenu sa présence en déposant un rectangle fleuri - une tombe symbolique - au pied de la croix de fleurs. Un groupe spécial du MRKS a enlevé Narozniak de l'hôpital, où il se trouvait comme prisonnier (pour soigner les blessures causées par la milice) - action menée habilement, sans la moindre violence.

A l'automne, le MRKS a largement diffusé sous forme de tracts ses déclarations concernant notamment: le bilan des manifestations du 31 août, l'arrestation des militants du Comité d'autodéfense sociale (KSS-

KOR), la nouvelle loi syndicale, notre jugement sur le 10 novembre. Avant le vote de la loi syndicale, nous avons appelé les Varsoviens à une manifestation silencieuse devant la Diète "afin de montrer nos préoccupations et nos inquiétudes". Malheureusement, nos intentions n'ont pas été comprises par tous nos amis - l'appel a été peu suivi - et, après la délégalisation de "Solidarnosc", toutes les actions entreprises se sont révélées tardives. Nous ne voulions pas alors de manifestation retentissante, mais seulement une action marquant le climat de tragédie nationale, qui aurait sans doute facilité les protestations ouvrières dans les entreprises.

Néanmoins nous considérons - nous l'avons écrit après le 10 novembre - que la société a été seulement terrorisée et non "amollie" et, conformément à cette position, nous restons partisans de la protestation active, quoique modérée suivant les circonstances, comme par exemple l'annonce de la visite du Pape. La perspective à plus long terme, c'est la grève générale; et, dans l'immédiat, le boycott conséquent des pseudo-syndicats et le maintien des fonctions syndicales de "Solidarnosc" dans les entreprises. Cela n'exclut pas d'emblée la participation aux organes d'autogestion, si ceux-ci permettent réellement d'assurer une représentation des travailleurs face aux directions. Toutes ces opinions sont exprimées régulièrement dans notre journal.

Comparaissent devant le Tribunal militaire de Varsovie:

- Adam Borowski, 27 ans, technicien-mécanicien, sans travail au moment de son arrestation;

- Wacław Skudniewski, 37 ans, ouvrier de l'aciérie Varsovie;

- Jerzy Bogumil, 36 ans, technicien-électricien au Centre de recherches scientifiques et de production des matériels électroniques CNPME;

- Bogusław Golebiowski, 35 ans, licencié en droit, ancien employé de l'usine d'optique PZO;

- Roman Bielanski, 36 ans, contrôleur de la qualité à l'usine de tracteurs Ursus;

- Elżbieta Stobbe, 27 ans, programmeur à l'usine électronique Rosa Luxembourg;

- Grzegorz Gampel, 23 ans, garde-malade à la clinique de la rue Lindleya;

- Mieczysław Nowak, 62 ans, journaliste, ancien permanent de la Direction régionale de "Solidarnosc";

- Adam Machalski, 41 ans, journaliste et militant catholique.

"CDN - Głos Wolnego Robotnika" n° 30,
du 19 mars 1983

ADAM BOROWSKI, UN OUVRIER LIBRE

EXTRAITS DE L'ACTE D'ACCUSATION

J'accuse:

Le civil ADAM BOROWSKI, fils de Wojciech et Helena née Seges, né le 21 juillet 1955 à Varsovie, domicilié à Varsovie, 14 rue Odolanska, appartement 5, de nationalité et citoyenneté polonaise, d'origine sociale ouvrière, de formation universitaire incomplète, de profession technicien-mécanicien, sans travail au moment de son arrestation, marié, père d'un enfant de 6 ans, sans-parti, membre de l'ex-syndicat "Solidarnosc", sans biens, sans distinctions ni médailles, sans antécédents judiciaires ni administratifs, arrêté préventivement le 12 juillet 1982, actuellement incarcéré à la maison d'arrêt de Varsovie, 37 rue Rakowiecka,

pour les faits suivants:

1. Après le 13 décembre 1981, à Varsovie, avoir créé avec d'autres personnes une association dénommée "A Suivre", qui au mois d'avril 1982 se transforme en associa-

tion dénommée "Comité ouvrier inter-entreprises de 'Solidarnosc'", dont l'existence et la structure devaient rester secrètes pour les organes de l'Etat, et dont le but était la violation criminelle de l'ordre juridique en vigueur, en particulier par la publication et la diffusion d'imprimés à caractère anti-étatique et contenant de fausses informations susceptibles de troubler l'ordre public, de provoquer des émeutes ou d'organiser des grèves et des actions de protestation. L'accusé occupait dans cette association une position dirigeante.

2. Dans le but de mener une action de protestation visant au boycott par le public du théâtre "Komedia" de Varsovie, à cause de la participation par la direction du théâtre aux programmes de la télévision, avoir renversé le 4 juillet 1982, pendant le spectacle, une bouteille contenant une substance chimique malodorante, ce qui a rendu impossible l'activité normale du thé-

être pendant 10 jours.

3. Le 7 juin 1982, à Varsovie, en collaboration et avec l'aide de J. Bogumil, avoir libéré J. Narozniak, qui se trouvait en traitement à l'Hôpital de l'Académie de Médecine, rue Banacha à Varsovie, et qui était détenu en vertu d'un ordre d'internement légal, établi par un organe d'Etat compétent - le Commandement municipal de la

Milice civile à Varsovie.

4. En juin 1982, à Varsovie, avec l'aide de E. Stobbe et W. Borkowski, avoir confectionné et par la suite distribué dans des lieux publics trois mille tracts intitulés "A la population de Varsovie" et appelant à organiser la grève générale; par conséquent avoir incité publiquement à commettre un délit.

LES "CRIMES" DU M.R.K.S.

EXTRAITS DE L'ACTE D'ACCUSATION

L'instauration en Pologne de l'état de guerre le 13 décembre 1981, dictée par la nécessité de protéger les intérêts essentiels de l'Etat et des citoyens devant le péril des forces contre-révolutionnaires, provoqua l'apparition de groupes et d'organisations à caractère de conspiration. Les principaux objectifs que se fixaient ces structures clandestines étaient de contraindre le pouvoir d'Etat à: lever l'état de guerre, libérer toutes les personnes internées, emprisonnées et condamnées pour activités contraires au décret sur l'état de guerre ou mettant en danger la sécurité de l'Etat; reconnaître l'activité du syndicat "Solidarnosc", d'abord suspendu, ensuite délégalisé. En cas de non-réalisation de ces exigences, l'alternative, suivant les conceptions présentées par les dites structures, devait être soit le déclenchement de la grève générale soit le recours à des actions de type terroriste.

L'une des organisations clandestines les plus importantes par leur impact à Varsovie et dans sa région a été créée le 25 avril 1982 sous le nom de Comité Ouvrier inter-entreprises de "Solidarnosc" (MRKS). Le MRKS exerçait à des degrés différents son influence dans 63 entreprises à Varsovie et dans ses environs. L'efficacité de la réalisation des objectifs cités ci-dessus dépendait en grande part du secret des activités, comme le montrent les faits suivants:

- Le choix d'une structure d'organisation appelée "système des Cinq", qui consistait en un groupe de direction de cinq personnes, réunissant des représentants des plus grandes entreprises de la capitale (aciérie Varsovie, Ursus, usine d'optique PZO, ateliers mécaniques Nowotko, corporation Unitra). Chaque membre des "cinq" représentait un autre groupe de cinq personnes, lui y compris, délégués par des entreprises de moindre importance. Des structures identiques d'organisation fonctionnaient aux niveaux de base du MRKS.

- L'emploi de pseudonymes par une fraction importante des participants.
- L'emploi de codes chiffrés.
- L'utilisation de locaux clandestins et de "boîtes aux lettres" pour les contacts, ainsi que de mots de passe.

VERS UN POUVOIR ALTERNATIF

La direction du MRKS était assurée par les membres du groupe des "cinq" et par des personnes responsables de l'organisation et du fonctionnement du "Bureau". Les réunions des "Cinq" avaient lieu plusieurs fois par mois, et leurs décisions organisationnelles étaient exécutées par le "Bureau". Le "Bureau", dont la création est chronologiquement antérieure, était composé d'un secrétariat et de sept "sections": rédaction (élaboration des textes du MRKS), imprimerie, colportage, réseau de communications (préparant un matériel de télécommunication pour le cas de grève générale), approvisionnement et transport (organisation de bases matérielles et techniques pour les besoins du syndicat), finances-comptabilité, services spéciaux (organisation et réalisation des "actions spéciales"). Le "Bureau" du MRKS disposait également de magasins clandestins dans les différents quartiers de la ville. Pendant l'instruction, deux d'entre eux ont été découverts. Ils contenaient du matériel d'imprimerie (encre, papiers, stencils, machines à écrire), une importante quantité de seringues médicales, des produits chimiques, du matériel photographique et optique.

Les membres du MRKS payaient des cotisations, qui constituaient l'une des principales sources de financement de leurs activités.

A la lumière des preuves réunies pendant l'instruction, les principaux procédés employés par le MRKS étaient:

primés (entre autres la publication de l'hebdomadaire "CDN - Glos Wolnego Robotnika"). L'impression de ces publications était réalisée au moyen du matériel du Centre de recherches spatiales de l'Académie des sciences, à Varsovie, avec un tirage variant de quelques milliers à plus de dix mille exemplaires. Ces éditions comportaient aussi bien des réimpressions que les différents appels, déclarations ou proclamations, signés par le MRKS mais aussi par d'autres structures clandestines, telles que la TKK ou la Commission régionale exécutive (RKW) de Mazovie.

- La génération et l'organisation des manifestations de rue dans la capitale le 1, 3 et 13 mai 1982, aussi que le 31 août 1982. Dans ces cas, le MRKS a fait preuve d'une activité particulière, dont l'exemple peut être l'organisation de la contre-manifestation du 1er Mai 1982, ou la grande action de propagande appelant aux manifestations du 31 août 1982.

- La diffusion des appels à l'organisation de grèves, comme par exemple le 13 mai 1982 à Varsovie, ou la préparation de la grève générale. La structure même du MRKS comporte des cellules dont la tâche est d'organiser ces préparatifs (par exemple la section des communications du "Bureau" du MRKS). Le MRKS s'est par ailleurs engagé à appeler au déclenchement de différents types de grèves (13 mai, 10 novembre 1982).

- Diverses actions à caractère terroriste, comme par exemple la libération de Jan Narozniak ou la projection de substances malodorantes dans le théâtre Komedia de Varsovie. De plus, il a été envisagé de kidnapper un des conseillers du Premier Ministre. Dans ce cas, des dispositions préparatoires avaient même été prises, comme la reconnaissance du lieu d'habitation et du trajet. Le MRKS a également engagé des actions ayant pour objectif de créer une terreur psychologique chez les personnes reconnues comme "collaborateurs". Dans ce but, certains membres du MRKS avaient dressé des listes de "collaborateurs", en rassemblant des informations dans les entreprises, et les noms et adresses furent par la suite publiés dans "CDN - Glos Wolnego Robotnika", dans une rubrique intitulée: "Les valets du WRON".

- Exécution des "actions à effet de propagande" (par exemple le 31 mai 1982 la pose sur la Place de la Victoire d'une plaque commémorative, en mémoire des mineurs tués à la mine Wujek, ou le 17 août, l'affichage au centre de Varsovie d'une grande banderole portant l'inscription "Amnistie pour les condamnés - Solidarité - Libération des internés - Solidarité - Exigeons

une entente - MRKS", en même temps que l'envoi d'un ballon avec une banderole "Solidarnosc" et le jet de plusieurs milliers de tracts).

- La mise en place des structures organisationnelles parmi les travailleurs, dans les entreprises et dans les institutions de la capitale et du département de Varsovie. Les documents saisis permettent de conclure que ceci constituait une des étapes vers la réalisation de l'objectif fixé, la création d'un soi-disant "Etat clandestin polonais", une "structure alternative du pouvoir par rapport à l'administration d'occupation".

CONTRE-REVOLUTIONNAIRES (?)

L'ensemble des preuves recueillies démontre sans équivoque la particulière gravité du préjudice social causé par le MRKS. L'infiltration politique dans les entreprises, la création de tensions sociales, l'emploi de la terreur psychologique et physique constituaient de la part du MRKS une véritable menace pour la situation socio-politique du pays et pour les mesures prises par le pouvoir d'Etat afin de la stabiliser. Il importe de souligner également que les personnes particulièrement engagées dans ces activités - et qui font l'objet de la présente procédure - en dépit de leur âge relativement jeune n'étaient aucunement motivées par des sentiments romantiques ou par une quelconque irresponsabilité. Dans leur grande majorité, ces gens militaient antérieurement de manière active dans diverses structures de l'ex-syndicat "Solidarnosc", y exerçant des fonctions dirigeantes et affirmant souvent des convictions politiques antisocialistes. C'est là qu'il faut chercher l'origine de leur particulière détermination à une action organisée et dirigée contre l'Etat. L'objectif stratégique en était incontestablement d'aboutir au changement (sic - ndr) du régime socialiste. Les méthodes employées par ces personnes au sein du MRKS constituent la preuve manifeste de l'importance particulièrement grave du danger qu'ils représentent pour l'ordre public et la sécurité de l'Etat par leur activité clandestine.

Il s'avère que la conception d'inclure dans l'instruction les dirigeants les plus actifs de cette organisation a été juste. De ce fait, comme cela a été constaté dès l'ouverture des poursuites fin novembre et début décembre 1982, les activités du MRKS se sont effondrées.

A la lumière des constatations effectuées par l'instruction, comme énoncé plus haut, l'acte d'accusation apparaît fondé.

LUBIN, LE 31 AOÛT 1982

EXTRAITS D'UN RAPPORT CONFIDENTIEL DU PARQUET MILITAIRE

B.D.I.C

IL MANQUAIT CHEZ EUX 600 CARTOUCHES A BALLES REELLES

Le 31 août 1982, le parquet militaire de Wrocław, avec la collaboration du parquet de la circonscription militaire de Silésie, a ouvert une instruction concernant les troubles sur la voie publique qui ont eu lieu le 31 août 1982 à Lubin et au cours desquels 3 personnes ont trouvé la mort, et 11 civils ainsi que 5 fonctionnaires de la milice ont été grièvement blessés. Le matériel réuni jusqu'à maintenant permet les constatations suivantes:

Les structures clandestines du syndicat "Solidarnosc" diffusaient un tract, signé "Solidarnosc' des Mines de Cuivre", appelant à l'organisation d'un meeting public pour commémorer l'anniversaire de la signature des accords de Gdansk et de Szczecin, et pour protester contre le maintien de l'état de guerre. Les 30 et 31 août, on a donné des instructions détaillées pour assurer l'ordre dans la ville, mais en interdisant l'utilisation des armes à feu. Le 31 août, vers 14 heures, les forces de l'ordre furent dirigées vers la Place de la Liberté. Entre-temps une ambulance de réanimation est arrivée sur la Place de la Liberté. L'équipe de l'ambulance et les autres personnes réunies sur la Place ont commencé à disposer une croix de fleurs.

Des rubans noirs portant l'inscription "Solidarnosc" étaient attachés aux fleurs. En même temps, la foule a entonné l'hymne national amplifié à l'aide de l'équipement de l'ambulance. Les gens ont commencé à crier "Vive 'Solidarnosc'!", "A bas le régime communiste!", "Libérez Walesa!", "Jaruzelski traître et assassin de la nation!" La foule a commencé à injurier les forces de l'ordre avec des mots vulgaires et en criant "Gestapo!". A la tête de la foule se trouvait entre autres Stanislaw Sniég, ancien président du Comité constitutif inter-entreprises (MKZ) de "Solidarnosc" à

Lubin, qui se cache jusqu'à aujourd'hui. D'après de nombreux témoignages, on a lancé d'un toit des pierres et des briques en direction des forces de l'ordre. Face à un tel comportement de la foule, le lieutenant Maj a ordonné au peloton des ZOMOs d'utiliser les gaz lacrymogènes. Après quoi, la foule est devenue encore plus agressive. Etant donné que la foule continuait sa pression et que les fonctionnaires de la milice n'avaient presque plus de moyens chimiques, on a utilisé les armes. Au début on a tiré à blanc, puis à balles réelles.

Pendant l'instruction, il a été établi que les coups de feu ont été tirés par le 1er peloton des ZOMOs, car après l'action on a constaté qu'il manquait chez eux 600 cartouches à balles réelles de calibre 7,62 mm. Ceci a été confirmé par les déclarations des témoins, ainsi que par les douilles trouvées dans le secteur d'action du 1er peloton des ZOMOs. Lors de l'inspection des lieux, on a constaté que les coups de feu étaient partis de hauteurs différentes, ce qui est prouvé par les impacts sur les murs et sur la chaussée. On a compté plus de 100 impacts de balles dans différents endroits de la ville. D'après les dépositions des témoins et l'examen des impacts de balles, il apparaît qu'on a utilisé des armes en tirant parfois sur les gens à bout portant.

L'action des forces de l'ordre s'est terminée tard dans la nuit. Suite à cette action, 2 personnes sont mortes de leurs blessures et une troisième (Michał Adamowicz, atteint d'une balle dans la tête) a succombé le 5 septembre 1982 à l'hôpital municipal de Lubin. 8 civils ont été blessés par balles. En outre, 3 personnes ont subi des lésions dans d'autres circonstances.

ON A UTILISE DES ARMES EN TIRANT SUR LES GENS A BOUT PORTANT

Les dépositions de nombreux témoins attestent qu'on a tiré contre des personnes isolées ou en direction de petits groupes. Ainsi, le témoin Brygida Wiczorek a déclaré: "Un gros milicien se trouvant à 5 mètres d'elle a tiré droit sur elle la

blessant à la cuisse gauche. Elle fut évacuée par une ambulance, ce qui a été confirmé. Le témoin Helena Marcinkowska a déclaré: "...A ce moment, près de ma voiture, se trouvaient deux hommes. A l'angle des rues Odrodzenia et Kopernika, j'ai vu deux

agents de la milice qui tiraient. Suite à ces coups de feu, les deux hommes cités ci-dessus ont été blessés." Ces deux hommes étaient Trajkowski et Pozniak, qui ont succombé plus tard à leur blessures. Le témoin a catégoriquement nié la présence de groupes à cet endroit et a affirmé qu'il n'y avait aucune nécessité d'utiliser les armes à feu.

Une victime, Ryszard Stefanowicz, dit dans son témoignage qu'il marchait seul dans la rue Zawadzkiego, vers la Place de la Liberté, quand il s'est rendu compte qu'une voiture de la milice avançait dans sa direction. Il s'est mis à courir, mais la voiture l'a pris en chasse; elle l'a heurté et quand il est tombé, on a tiré sur lui; puis il a perdu connaissance. Il faut rappeler que c'est au même endroit que Adamowicz a été mortellement blessé à la tête. Les témoins ont déclaré à ce sujet qu'il se trouvait seul lui aussi et qu'il avait pris la fuite à cause des coups de feu.

Une autre victime, Kazimierz Rusin, a déclaré qu'il rentrait du travail avec sa femme et que vers 17 heures, il a été blessé à la jambe gauche. On a constaté que, là encore, il n'y avait personne d'autre. La victime Andrzej Dudziak a témoigné qu'il était assis tout seul sur une murette à proximité de la Place de la Liberté lorsqu'il a été blessé aux jambes dans des circonstances qu'il ignore.

Les témoins Kozlowski et Zelazko ont déclaré que vers 17 heures ils se trouvaient dans l'appartement de Zelazko, près d'une fenêtre fermée, derrière un rideau. Un milicien qui passait dans la rue a tiré vers la fenêtre en les apercevant. On a retrouvé et conservé une balle de calibre 7, 62. Un témoin, Edward Kimel, a déclaré avoir vu de la fenêtre de son appartement

un fonctionnaire de la milice tirer une série de coups de feu, comme on l'a constaté plus tard, vers Michal Adamowicz. Il a ajouté que se trouvant lui-même dans sa cave, un milicien avait tiré plusieurs fois à bout portant par le soupirail, ce qui a été confirmé par l'examen des lieux.

Indépendamment de ce qui a été dit, la maison du 15 de la rue Piastowska a été prise sous le feu. Une des balles, en passant par la fenêtre, a ricoché sur le rebord risquant d'atteindre les occupants de l'appartement.

L'analyse des preuves réunies permet de constater que AUCUNE NECESSITE N'OBLIGEAIT A FAIRE USAGE D'ARMES A FEU. Il a été prouvé qu'à aucun moment la vie des agents de la milice n'a été en danger lors de l'intervention.

En conséquence, l'usage d'armes à feu n'a pas été conforme aux termes de l'article 8 du décret du 21 décembre 1955, sur l'organisation et les attributions de la Milice civile.

A LA SUITE DE LA REPRESSION
DU 31 AOUT 1982 A LUBIN
SONT MORTS:

- Andrzej TRAJKOWSKI - né en 1950, dom. ul. Zurawia 31/34, Lubin, marié, deux enfants, membre du syndicat "Solidarnosc".
- Mieczyslaw POZNIAK - né en 1957, dom. ul. Budziszynska 25/23, Lubin, célibataire, membre du syndicat "Solidarnosc".
- Michal ADAMOWICZ - né en 1954, dom. ul. Orla 53/27, Lubin, marié, deux enfants, membre du syndicat "Solidarnosc".

**"NOUS N'ABANDONNERONS PAS LA LUTTE
POUR LES IDEAUX AUXQUELS LES OUVRIERS,
EN POLOGNE ET DANS LE MONDE ENTIER,
ONT SACRIFIE LEUR VIE"**

- Jozef Pinior

**Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc"
en France
120, rue de Crimée 75019 Paris tel. 208.36.12**

— IMPRIMERIE SPECIALE —

D68811



LA LIGNE DES USINES

LA STRATEGIE DE "SOLIDARNOSC"

DE BASSE-SILESIE

par Zbigniew M. Kowalewski

ARCHIVES SPARTAKUS
René LEPEUVRE

SUPPLEMENT A

Mai 1983

ROBOTNIK'83

120, rue de Crimée 75019 Paris

Bulletin du Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France

IMPRIMERIE SPECIALE

7 francs

80P8849

© Musées de Grasse, Alpes-Maritimes

suppl.

"Nous n'abandonnerons pas la lutte pour les idéaux auxquels les ouvriers, en Pologne et dans le monde entier, ont sacrifié leur vie."

Jozef Pinior, Lettre ouverte au Conseil départemental de la CFDT des Yvelines, du 2 avril 1983.

INTRODUCTION

Durant la première année de son activité clandestine "Solidarnosc" a remporté un succès sans précédent dans l'histoire des pays sous le joug du pouvoir de la bureaucratie totalitaire. Un succès, que Jozef Pinior, président du Comité régional de grève (RKS) de Basse-Silésie présente en ces termes: "Le but principal de la junte militaire - une normalisation à la hongroise ou à la tchèque - n'a pu être réalisé. La société ne s'est pas laissé imposer un ordre social totalitaire. Peut-être ne sommes-nous pas conscients de ce fait, mais il s'agit là d'un élément de la situation tout à fait nouveau dans les pays du 'socialisme réel'." (1)

Cependant, depuis de nombreux mois, "Solidarnosc" traversait une crise d'orientation stratégique qui jetait une ombre à la fois sur ses acquis et sur les perspectives du mouvement social. La grève nationale de huit heures du 10 novembre a été un échec. "Solidarnosc" s'est montré incapable - contrairement à ce que la Commission provisoire de coordination (TKK) annonçait en avril - de répondre par la grève générale ou par une autre action de masse coordonnée à l'échelle du pays à la nouvelle attaque brutale contre les libertés syndicales et contre les droits du citoyen et du travail-

leur que constituait la mise hors la loi du syndicat. "L'action de protestation du 10 novembre - affirme Pinior - fait penser à une tentative d'attaquer les positions ennemies avec des cartouches à blanc, alors que l'adversaire tire à balles réelles"(2). Il s'agissait là de l'expression concentrée de la crise mentionnée plus haut. Cette crise devint de plus en plus manifeste durant les mois suivants. Le mouvement social était menacé de paralysie - et on sait que, de fait, quand un tel mouvement n'avance pas, il recule.

Il reste beaucoup à faire pour dépasser les effets négatifs de cette situation, tant en ce qui concerne l'organisation que la combattivité des masses. Cependant, la déclaration-programme de la TKK du 22 janvier 1983, intitulée " 'Solidarnosc' aujourd'hui", crée une bonne base pour dépasser la crise stratégique du mouvement et donc pour combattre ses effets. "Nous pensions qu'il était possible de réformer le système de dictature du parti, qu'il était possible de parvenir dans notre pays à une démocratisation. Nous savons aujourd'hui que c'était une idée naïve, mais nous ne savions pas alors quel prix nous devrions payer pour cette naïveté."(3)

VERS LE RENVERSEMENT DE LA DICTATURE MILITAIRE

Cette idée commence à disparaître au profit d'une prise de conscience qui est apparue dans de nombreux secteurs de la classe ouvrière et parmi d'autres groupes sociaux opprimés. "Le vrai tournant de notre programme est que nous parlons de certaines choses sans détour, sans nous illusionner ni illusionner les autres sur les possibilités d'aboutir à un compromis avec la dictature, ou même d'ouvrir des négocia-

tions"(4) - souligne Eugeniusz Szumiejko, un autre membre de la TKK. Le mouvement social doit briser, renverser, cette dictature s'il veut récupérer les libertés syndicales et les autres conquêtes démocratiques qu'il avait obtenues et s'il veut ouvrir la voie à la construction future d'une société autogérée. La reconnaissance de ce fait constitue le fondement de la déclaration-programme de la TKK. Dans cette

1. "Z Dnia na Dzien" n° 110/259, du 16-23 décembre 1982.
2. "Z Dnia na Dzien" n° 2/261, du 13-20 janvier 1983.
3. "Z Dnia na Dzien" n° 110/259.
4. Emission n° 8 de Radio Solidarnosc, Musée de Grasse, Alpes-Maritimes

perspective, la direction clandestine du mouvement social considère la grève générale comme inéluctable. Ainsi, le principal obstacle idéologique à l'origine de la crise stratégique semble éliminé.

Piniór souligne à juste titre que, malgré la "suspension" de l'état de guerre, "la Pologne reste un Etat d'exception"(5), à savoir, un régime de dictature militaire. A la suite du coup d'Etat du 13 décembre, "l'appareil bureaucratique des casernes"(6) a pris en main les principaux leviers du pouvoir et continue à exercer son contrôle sur eux. Il s'agit là d'une remarque d'importance. L'organisation politique de la bureaucratie totalitaire se matérialise aujourd'hui avant tout dans cette branche dominante de l'appareil du pouvoir. C'est cette branche, et non plus le POUF qui est aujourd'hui le principal appareil du "parti politique" de la couche dominante. C'est en cela que la situation actuelle est fondamentalement différente de celle qui existait entre Août 80 et Décembre 81, alors que le mouvement des masses avait conquis la liberté syndicale et d'autres acquis démocratiques sans changement de la forme existante du pouvoir totalitaire.

"Dans son principe, le pouvoir de l'appareil bureaucratique était resté intact"(7) ou du moins son noyau dur, l'appareil de répression. Cela ne veut évidemment pas dire que ces conquêtes pouvaient être préservées à long terme dans le cadre d'un Etat à caractère totalitaire - le 13 Décembre a détruit de telles illusions. Mais aujourd'hui, alors qu'on a affaire non pas à la forme classique de la domination de la bureaucratie totalitaire, mais à un Etat d'exception, le rétablissement de la liberté syndicale n'est pas possible par le biais de concessions du pouvoir: il exige le renversement préalable de la dictature militaire. Il exige d'opérer une rupture démocratique de caractère révolutionnaire, même si une telle rupture ne signifie pas encore le renversement définitif du pouvoir de la bureaucratie totalitaire, mais se limite à priver cette dernière d'une parcelle de son pouvoir, par la mise en place du contrôle des travailleurs sur la production et la distribution, par exemple.

B.D.I.C

L'APPAREIL BUREAUCRATIQUE DES CASERNES

Pourquoi doit-il en être ainsi? Premièrement, parce que cela découle de la très grande rigidité de la structure du pouvoir qui caractérise chaque Etat d'exception et en particulier chaque dictature militaire. Ce trait a été mis en évidence par Nicos Poulantzas dans ses travaux sur les dictatures militaires contemporaines en Europe capitaliste(8). Certaines des conclusions auxquelles il est arrivé s'appliquent également à la dictature militaire en Pologne. La rigidité de l'appareil militaire se communique à l'ensemble de l'appareil d'Etat à partir du moment où il devient la branche dominante de ce dernier. Ainsi se trouve bloquée la possibilité de déplacements "en douceur" entre les différents groupes et fractions de la classe ou couche dominante au sein de l'appareil du pouvoir. Ou du moins, elle se trouve fortement limitée. C'est pourquoi il est très difficile de priver peu à peu l'appareil militaire du contrôle qu'il exerce sur le pouvoir ou de faire qu'il s'en éloigne lui-même. Déjà la forme classique de domination de la bureaucratie totalitaire, telle qu'on la connais-

sait en Pologne avant le 13 décembre 1981, se différencie de l'Etat de démocratie parlementaire par le fait qu'elle était rigide et que tout déplacement exigeait de fortes secousses au sein de l'appareil du pouvoir; dans les conditions de la dictature militaire, cette rigidité s'est encore accrue.

Deuxièmement, aucun Etat d'exception n'est capable de libéralisation dans des conditions de crise économique, s'exprimant de manière concentrée dans la crise politique. S'il y a eu passage vers un Etat de démocratie parlementaire sans rupture démocratique et de caractère révolutionnaire en Espagne et si on observe aujourd'hui une tendance semblable au Brésil, après des années de dictature militaire, on ne saurait en conclure hâtivement qu'une telle libéralisation est également possible en Pologne. Car dans ces deux cas, la possibilité d'évolution provient de ce que le capitalisme est parvenu à récupérer un équilibre relatif et à se stabiliser pratiquement à partir de la vague d'expansion économique que ces pays ont connue. Par

5. "Z Dnia na Dzien" n° 110/259.

6. "U Nas" n° 17-18, du 17 février 1983.

7. Ibid.

8. N. Poulantzas, La crise des dictatures. Portugal, Grèce, Espagne, Paris, Maspero 1975, pp. 95-100.

4

contre, partout où l'Etat d'exception tra-
duit une crise de domination, une telle
évolution est bloquée. Tant que l'économie
polonaise ne sortira pas de la crise qu'
elle connaît - et cela n'est pas envisagea-
ble sous la domination de la bureaucratie
totalitaire - la libéralisation du système
du pouvoir est improbable. La crise actue-
lle, contrairement aux précédentes, se ca-
ractérise en effet par l'inexistence des
réserves économiques indispensables à une
telle manoeuvre politique.

Troisièmement enfin, la domination
parasitaire de l'appareil bureaucratique se
différencie du système de domination des
sociétés capitalistes en cela qu'il est in-
capable de s'assurer la continuité du pou-
voir par le passage de la dictature ou-
verte (c'est à dire d'un Etat d'exception)
à un Etat de démocratie parlementaire.
Cette domination ne peut qu'avoir un carac-
tère totalitaire car elle interdit toute
auto-organisation et toute activité indé-
pendante des masses, ne serait-ce que dans
les interstices de la vie sociale. En
dehors de courtes périodes, au cours des-
quelles il est obligé de faire des conces-
sions, ce pouvoir se caractérise par le
fait que son existence même reste contra-
dictoire avec la dynamique des acquis parti-
iels et transitoires du mouvement social
qu'il ne peut tolérer et qu'il est inca-
pable d'"assimiler". De telles périodes
- il en a été ainsi entre Août et Décembre
- représentent pour lui des périodes de re-
cul tactique lui permettant de se réorganiser
et de se préparer à la contre-offensive

LA PENSEE DE FRASYNIUK

La déclaration-programme de la TKK est
le fruit d'un compromis, tout comme c'était
le cas du projet de déclaration - "Société
clandestine" - publié par la TKK le 28
juillet 1982. Mais entre temps, le rapport
de forces entre les deux lignes principales
au sein de la TKK, celle représentée par la
région de Masovie et celle portée par la
Basse-Silésie, a évolué. "La ligne des usi-
nes" a acquis un poids important au sein de
la TKK.

Cette orientation est née au cours de
l'année 1982, avant tout en Basse-Silésie,
une des principales concentrations de la
classe ouvrière industrielle polonaise.
Elle a été élaborée par un collectif - le
Comité régional de grève, émanation de la
coordination des organisations syndicales
de principales entreprises de la région,
avec la participation (le fait vaut d'être
souligné) de représentants des travailleurs

qui doit restaurer l'ordre totalitaire.

C'est pourquoi la satisfaction d'une
quelconque revendication transitoire de
caractère démocratique et autogestionnaire
ne sera possible, en Pologne, que lorsque
l'appareil militaire aura été privé de son
contrôle sur le pouvoir par une rupture dé-
mocratique. Celle-ci exigera que le mouve-
ment social recoure à l'arme de la grève
générale. Il est probable que le renverse-
ment du pouvoir militaire nécessitera de
briser l'épine dorsale de l'appareil mili-
taire, de le conduire à un état de décom-
position avancée. Mais n'est-ce pas l'exis-
tence même du pouvoir qui sera alors remis
en question? D'ailleurs, le pouvoir en Polo-
gne a-t-il encore une margr de manoeuvre,
vu la profondeur de la crise dans laquelle
il est plongé? Est-il capable d'exister
sous une autre forme que celle de la dicta-
ture militaire? Est-ce qu'en dehors de
l'appareil militaire, il peut s'organiser
et durer - ne serait-ce que durant une
dizaine de mois?

Il est difficile de donner une réponse
à ces questions à partir de la seule ré-
flexion théorique. Mais il s'agit là de
questions d'importance. Nous n'en connais-
sons la réponse que dans le cours de la
lutte future - probablement pas avant la
grève générale elle-même, grève à travers
laquelle le mouvement social cherchera à
renverser la dictature militaire. Mais il
est important que la stratégie de "Solidar-
nosc" prenne en compte ces questions afin
que le syndicat ne se laisse pas surprendre
par la réponse.

de ces entreprises. Wladyslaw Frasyniuk,
jeune ouvrier, l'un des dirigeants naturels
de sa classe et, partant, de l'ensemble de
la société opprimée, dont la personnalité
politique a été formée par la lutte menée
par "Solidarnosc" a joué un rôle particu-
lier dans l'élaboration de cette orienta-
tion. Après dix mois d'activité clandestine
à la tête du RKS de Basse-Silésie, Frasy-
niuk a été arrêté par les Services de sécu-
rité et il fait aujourd'hui partie des pri-
sonniers politiques aux mains du régime to-
talitaire. Mais une continuité a été as-
surée dans la région quant à l'élaboration
et au développement de la "ligne des usi-
nes".

C'est en s'appuyant avant tout sur la
pensée politique de Frasyniuk et sur les
réflexions qu'elle m'inspire que je vou-
drais présenter ici cette "ligne des usi-
nes" dont le développement préjugera, à mon
avis, le développement futur de "Solidarnosc".

EVITER L'ECRASEMENT

Les lettres ouvertes aux militants de "Solidarnosc", les interviews qu'il a données à la presse clandestine, tout comme ses explications devant le Tribunal départemental de Wroclaw et tout ce qu'on sait sur son activité syndicale dans la clandestinité son un témoignage très important du niveau de conscience des milieux les plus actifs de la classe ouvrière, permettant de comprendre ce à quoi elle tend et aspire - par instinct et sur la base des leçons tirées de ses expériences collectives.

La pensée politique de Frasyuniuk n'est pas le fruit d'études théoriques. Elle est l'expression consciente de l'aspiration à la société autogérée, présente de manière spontanée, sinon toujours consciente dans son propre milieu social. Ses idées avaient toujours un solide fondement matériel - au sens, où c'étaient des idées ancrées dans les masses, en particulier dans cette force essentielle du mouvement social que sont les travailleurs des grandes usines. Ou du moins, elles s'y enracinaient rapidement par le fait qu'elles répondaient aux aspirations et aux intérêts des travailleurs. De plus - et c'était le souci constant de Frasyuniuk - elles se matérialisaient dans l'organisation croissante des masses, trou-

vant toujours une base solide dans les tendances naturelles des milieux ouvriers.

Cela ne signifie aucunement que l'attitude de Frasyuniuk n'était que l'expression pure et simple des réactions spontanées qui, à un moment donné, poussent les masses à des actions aussi radicales que désespérées, ou n'ayant aucune chance de réussir vu le rapport de forces de l'heure. Si Frasyuniuk s'est révélé un dirigeant hors du commun à la tête de la grève générale en Basse-Silésie durant les premiers jours qui ont suivi l'instauration de l'état de guerre, puis en tant que dirigeant du syndicat clandestin dans cette région, c'est notamment parce qu'il s'est montré capable d'aller à l'encontre de telles réactions avec une fermeté à toute épreuve. Il s'est opposé à ceux des travailleurs qui voulaient faire sauter les entreprises en grève en cas d'attaque, en les convainquant de ne pas tenter de défendre les usines contre les attaques des ZOMOs appuyés par les chars, en les appelant à éviter les combats de rues et à s'abstenir de toute fuite en avant lorsque les succès remportés n'entraînaient pas un changement suffisant dans le rapport de forces.

LE REPLI DU 13 DECEMBRE

Parlant du 13 décembre 1981, Frasyuniuk a dit un jour: "J'appelais alors à ne pas résister de manière active. Je pense aujourd'hui que la situation aurait peut-être été différente si la Haute-Silésie n'avait pas été la seule à décider de défendre les entreprises en grève" (9). Cela ne signifie toutefois pas qu'il remettait en cause la décision prise alors par le RKS de Basse-Silésie. Dès explications qu'il a données devant le Tribunal, il ressort clairement qu'il considérait comme justifié de s'être opposé à la tendance spontanée de nombreux travailleurs voulant passer à la défense active des entreprises. Le RKS ne pouvait prendre d'autre décision le 13 décembre. La défense active des usines n'avait pas été préparée auparavant par "Solidarnosc" et à ce moment-là, en quelques heures, il n'était plus possible de rattrapper le temps perdu, du moins à une échelle telle que le cours des événements puisse être mo-

difié. La défense active des entreprises pouvait bien sûr rendre la conquête des usines en grève par la milice beaucoup plus difficile, mais elle ne pouvait plus changer le rapport de forces de façon significative. Une telle décision risquait par contre d'accentuer énormément l'étendue de la défaite des travailleurs. C'est ce qu'il fallait éviter avant tout, et c'est à cela que s'est employé Frasyuniuk.

La grève a éclaté spontanément en Basse-Silésie avant que Frasyuniuk, revenant de Gdansk, n'arrive à Wroclaw et avant que la Direction régionale ne se soit transformée en Comité régional de grève. C'était une grève plus utile que l'expression morale de la volonté de résistance à la dictature. "Si, en décembre, tout Wroclaw n'avait pas fait grève (y compris des petites entreprises dont je n'avais jamais entendu parler), la reconstruction de 'Solidarnosc' dans la clandestinité aurait pris plus de temps" (10). Mais les travailleurs ont entrepris

9. "Tygodnik Mazowsze" n° 13, du 12 mai 1982.

10. Ibid.

une lutte inégale et n'ayant pas de chances de succès. Il fallait donc leur assurer la possibilité d'une retraite la mieux organisée possible, minimaliser les pertes du mouvement social, en un mot, agir de façon à ce que toutes les forces qui pouvaient être sauvegardées dans la retraite le

soient. Frasiński prit alors à la tête du RKS des décisions qui étaient justes. Mais à partir de ce moment, il considère la préparation de la défense des entreprises en grève comme l'un des aspects les plus importants de la préparation de la grève générale.

L'AVENIR SE DECIDERA DANS LES USINES

"Le coup du 13 décembre - disait-il devant le Tribunal - n'a pas mis la société à genoux; on doit prendre en compte le fait que le pouvoir cherchera un prétexte pour asséner un nouveau coup, afin de réaliser 'la variante hongroise'. Nous savons que, pour le pouvoir, la foule non organisée et désarmée devant faire face à des gens armés et préparés est un adversaire idéal. C'est une question de temps et de calcul de pertes et profits qui décidera du moment où le pouvoir assénera le coup."(11)

Ne pas donner au pouvoir l'occasion d'écraser le mouvement, c'était une tâche d'extrême importance, pour Frasiński. "Les gens sont épuisés par la situation économique et ses conséquences sur leur niveau de vie et celui de leur famille. Ils voudraient une solution rapide. Quand ils se laissent guider par leurs émotions, ils peuvent facilement se laisser provoquer à sortir dans la rue."(12). Frasiński n'a cessé de mettre en garde contre de telles provocations. "En mars 1982, il y eut les premières tentatives visant à faire descendre les gens dans les rues de Wrocław - rappelait-il lors de son procès. - Des tracts falsifiés, signés par le RKS et, je crois, par l'Association indépendante d'étudiants (NZS) appelaient à des manifestations de rue."(13) Dans cette situation, "le 1er Mai 1982, le RKS a appelé à ne pas organiser de manifestations, alors que de telles manifestations ont eu lieu à Gdansk, Szczecin, Varsovie et dans de nombreuses autres villes. Le 4 mai, le RKS a rendu publique une lettre de militants du syndicat justifiant cette décision, car ceux qui nous accusaient de pratiquer la politique de l'autruche étaient nombreux. Le RKS y soulignait que ce sont les entreprises qui sont le terrain de notre lutte."(14)

Frasiński n'a pas changé de position

lorsque des groupes radicalisés, qui se sont regroupés par la suite au sein de l'Entente Solidarité Combattante, appelaient: "ne nous laissons pas enfermer dans le cadre étroit des entreprises!"(15), faisant l'apologie des manifestations de rue et des combats de foules avec l'appareil répressif. L'expérience d'août 1980, répondait le bulletin du RKS, "parle en faveur d'autres méthodes de lutte - une lutte menée dans les entreprises".(16) Jusqu'à la fin de son activité clandestine, Frasiński n'a pas changé d'avis sur ce point. "Ce sont les usines avant tout, et la rue à un moindre degré, qui détermineront l'avenir du syndicat 'Solidarnosc'"(17) - déclarait-il lors de son procès.

Il a gardé une attitude empreinte de scepticisme même en ce qui concerne la fameuse "bataille de Grabiszyn", qui eut lieu le 13 juin à l'initiative des militants regroupés autour du bulletin "Solidarnosc Walczaca" (Solidarité Combattante). Ce jour-là, dans ce quartier ouvrier de Wrocław, les foules s'affrontèrent aux détachements des ZOMOs, construisant des barricades, utilisant des cocktails-Molotov et attaquant la milice à l'aide d'objets lourds jetés des fenêtres et des toits des immeubles. Il a été dit que c'est aux environs de la rue Grabiszyska que, pour la première fois, la population imposa une défaite aux ZOMOs. Frasiński n'a jamais considéré la "bataille de Grabiszyn" comme un succès authentique et un exemple à suivre. Il craignait pour sa part que la dictature militaire ne pousse sciemment aux combats de rue, ne les provoque pour donner un sentiment de force à la foule, afin de mieux lui infliger une défaite décisive au moment voulu, lorsque les masses se seront enhardies. A son avis, cela risquait d'arriver lors d'une autre "bataille de Grabiszyn". "Parfois, pour des

11. Proces Frasińskiego, Warszawa, Wyd. Szansa 1983, p. 7.

12. Ibid., pp. 7-8.

13. Ibid., p. 9.

14. Ibid., p. 9.

15. "Solidarnosc Walczaca" n° 3, du 27 juin 1982.

16. "Z Dnia na Dzień" n° 66, du 20-22 juin 1982.

17. Proces Frasińskiego, p. 7. © Musées de Grasse, Alpes-Maritimes

raisons tactiques, le pouvoir laisse croire à la victoire de la foule (comme le 13 juin 1982) pour inciter les gens à de telles actions non coordonnées. Je souligne que le pouvoir n'a pas peur d'une organisation paramilitaire, ce qu'il craint, c'est une société consciente, qui connaît ses droits et n'hésite pas à les réclamer."(18) Commentant la bataille de Grabiszyn, Frasy-niuk affirmait: "Il faut empêcher le pou-voir d'écrire lui-même le scénario des évé-nements. C'est malheureusement ce qui s'est souvent passé avant Décembre. Aujourd'hui nous ne pouvons pas nous le permettre."(19)

Frasy-niuk n'était pas prêt à se laisser séduire par les manifestations de rue, car il était convaincu qu'une telle tactique ne permet pas d'accumuler des forces, de s'or-ganiser, et que ce ne peut être un élément de réalisation de la stratégie que le mou-vement devrait se donner. Selon lui, "en règle générale, ces événements renforçaient

la désorganisation de la société autogérée" (20). Les manifestations de rue donnent un sentiment "de force apparente et nombreux sont ceux qui préfèrent adopter cette forme de lutte plus facile que de mener une acti-vité contraignante et peu attractive dans les entreprises, dans leur propre milieu" (21). Il considérait que l'organisation clandestine risquait fort de cette manière d'épuiser ses forces encore fragiles alors même que les manifestations de rue allaient perdre rapidement leur dynamique. Une fois la vague des manifestations passée, le mou-vement social en sortirait affaibli. "Je considère que les actions de protesta-tions éparpillées et non coordonnées à l'échelle du pays, et en particulier les manifestations de rue, sont sans effet et donc inutiles" - écrivait-il dans une let-tre ouverte du 1er juin 1982. "Par contre, la lutte menée par une organisation sociale forte, capable et solide peut 'changer le cours des événements'"(22).



LE SUCCES DU 31 AOUT

Une chose doit être claire: si Frasy-niuk jugeait les manifestations de rue de manière relativement négative, cela ne valait pas dans l'absolu. Il admettait la possibilité d'utiliser parfois cette tactique, en particulier lorsqu'elle découlait de l'emploi de méthodes de lutte plus riches et plus complexes, per-mettant la participation des masses à d'im-posantes actions du mouvement social. Il a appuyé les manifestations auxquelles la TTK avait appelé à l'échelle nationale pour le 31 août, et il fut le premier à les consi-dérer comme un succès de "Solidarnosc". "Sous la pression de certains milieux, en particulier des entreprises, le syndicat a appelé à marquer, de manière décidée, l'anniversaire d'Août 1980 - le premier anniversaire, dans l'histoire, de la vic-toire du dialogue sur la brutalité primi-tive. La TTK a appelé à faire de ce jour une véritable fête des travailleurs, en organisant des manifestations de rue paci-fiques, considérant qu'il s'agit d'une forme pacifique de pression sur le pouvoir. Nous savons d'expérience que le pouvoir ne cède que sous la pression, car il considère lui-même la terreur et la pression comme ses armes essentielles."(23)

A Wroclaw, la déroulement organisé et coordonné de la manifestation fut assuré. "Ce sont les entreprises qui ont pris en main l'organisation de la manifestation. Elles se sont engagées à empêcher les bagarres de rue. Une réunion du RKS a eu lieu, outre les six membres permanents, les représentants de toutes les grandes entre-

prises y assistaient."(24) "Si des entre-prises sont capables de sonder 80% des tra-vailleurs, je peux considérer que l'engage-ment pris est solide"(25) - ajoutait-il de-vant les juges.

"Le niveau de conscience élevé des ha-bitants de la ville s'est traduit par la tentative de contourner les barrages des ZOMOs pour parvenir pacifiquement à la rue Mazowiecka en venant de la Place Rouge. Quatre colonnes, évitant les endroits sensi-bles, sont parvenues à la rue Mazowiecka (à certains moments trois de ces colonnes comptaient chacune plus de 20 000 person-nes) et ces gens ont donné des fleurs aux ZOMOs et aux miliciens en les remerciant de leur comportement raisonnable. Ces 60 000 personnes se sont dispersées dans le calme et l'attaque eut lieu alors qu'il ne res-tait plus qu'un groupe réduit."(26)

Ce jour-là - comme le prévoyait Frasy-niuk - la dictature a montré qu'elle cher-che la première occasion pour provoquer des événements sanglants afin d'écraser le mou-vement. Cela fut particulièrement évident en Basse-Silésie: à Lubin, la milice et les agents de la Sécurité en civil ont ouvert le feu, non sur la foule des manifestants, mais sur des passants. Selon les résultats de l'enquête du parquet de la région mili-taire de Silésie, qu'on connaît aujourd'hui, le premier détachement des ZOMOs est rentré à la caserne en ayant utilisé, à lui seul, 600 cartouches de munitions de combat. Trois personnes ont ainsi été assassi-nées de sang froid, douze au moins étant blessées par balles.

UNE CHANCE HISTORIQUE

La défense des intérêts de classe de la bourgeoisie en déclin ou - comme dans notre pays - la défense des "intérêts de classe" de l'appareil du pouvoir totalitaire à l'aide de telle ou telle forme d'Etat d'exception s'appuie toujours sur l'anéantissement de toutes les formes et de tous les éléments de démocratie et d'activité indépendante des masses, ne serait-ce que dans les interstices de la vie sociale. A quoi il faut ajouter - écrit un militant du mouvement ouvrier allemand - "la destruction physique de tous les éléments qui pourraient donner aux travailleurs un quelconque point d'appui ou une quelconque direction, la pulvérisation du prolétariat en une masse amorphe, incohérente et totalement désorganisée en tant que classe, l'intoxication de sa conscience" (27).

Mais toutes les formes d'Etat d'exception ne reposent pas sur de tels fondements. L'expérience historique nous enseigne que même l'appareil de répression

étatique le plus puissant sur le plan technique - à savoir sa machine militaro-policière - est incapable d'infliger au mouvement social une défaite aussi ample et aussi durable que ne peut le faire un autre mouvement de masse de caractère réactionnaire. Seul un tel mouvement est capable de détruire ou de corrompre profondément la conscience de la classe ouvrière, de lui infliger une défaite idéologique et morale à long terme. C'est là que réside la supériorité de l'Etat d'exception mis en place avec l'appui de mouvements de masse de type fasciste, ancrés dans les milieux petits-bourgeois, par rapport à la dictature militaire. Le pouvoir totalitaire en Pologne a atteint un tel degré d'extériorité par rapport à la société que la création d'un mouvement de masse réactionnaire, opposé à "Solidarnosc", et son utilisation dans la lutte contre les travailleurs, était hors de question. Le pouvoir totalitaire était donc incapable de remporter le type de victoire dont il rêvait.

UNE DEFAITE PARTIELLE

Mais ne nous abusons pas: à elle seule, la terreur technique de la machine militaro-policière peut beaucoup. Témoin la durée des effets de la défaite du mouvement ouvrier chilien en 1973 - près de dix ans se sont écoulés depuis l'instauration de la dictature militaire et la classe ouvrière n'est pas encore parvenue à les surmonter. Un bain de sang organisé par l'appareil de répression de l'Etat peut donc être efficace, même s'il ne peut conduire à la décomposition et à la dégénérescence de la conscience de la classe ouvrière. Le choc psychologique produit peut durer bien plus longtemps que le rapport de forces qui a conduit à l'écrasement. Le pouvoir totalitaire en Pologne en est conscient. Il faut que chaque militant de "Solidarnosc" le soit aussi.

L'équipe Gierek a pu se maintenir au pouvoir durant dix ans, non seulement parce qu'après les événements tragiques de décembre 1970 elle fut capable de tromper les travailleurs avec le fameux "vous nous aiderez?" lancé à l'adresse des comités de grève de Gdansk et Szczecin ou parce que le nouveau modèle d'accumulation qu'elle a introduit de force pouvait créer l'illusion d'une nouvelle époque de "développement dynamique de l'économie". L'explication réside aussi dans le choc psychologique durable produit dans la société par la massacre des ouvriers du Littoral. Rappelons ce qui s'est alors passé en particulier à Gdynia. Quelques heures après que le Présidium du Conseil municipal de Gdynia, perdant le contrôle de la ville embrasée par la révolte ouvrière eut décidé, dans un brusque

18. Ibid., p. 8.

19. "Z Dnia na Dzień" n° 66.

20. Procès Frasyniuka, p. 24.

21. Ibid., p. 8.

22. "Z Dnia na Dzień" n° 63, du 10-12 juin 1982.

23. Procès Frasyniuka, p. 12.

24. Ibid., p. 12.

25. Ibid., p. 12.

26. Ibid., p. 13.

27. G. Jungclas, Fascisme et démocratie: Les formes de l'Etat capitaliste, Paris, Maspero 1973, p. 27.



élan de clairvoyance, se remettre son autorité aux mains du comité inter-entreprises de grève, le pouvoir totalitaire prit sa revanche et se livra à un massacre monstrueux des ouvriers. Ce jour là, il n'eut même pas besoin de provoquer des manifestations de rue. Il lui suffit, par la bouche du plénipotentiaire de la direction centrale du POUF, Kociolek, d'appeler d'une part les travailleurs pour qu'ils se rassemblent dans les entreprises afin d'éviter que la sang ne coule, pour ensuite bloquer l'accès aux usines avec les chars et ouvrir le feu sur les ouvriers qui affluaient de partout vers leur lieux de travail - tâche dont le général Korczynski fut chargé, dans le cadre de la "division du travail". Décembre 1970 a montré à la fois ce dont ce pouvoir est capable et ce que peuvent être les effets d'une action répressive, lorsqu'il ne recule pas devant un assassinat de masse.

Empêcher à tout prix que le pouvoir n'assène au mouvement social un coup qui le brise - tel fut le point de départ de la stratégie élaborée par Frasnyniuk et par le RKS de Basse-Silésie. Bien sûr, l'ampleur du mouvement social était telle que le pouvoir, cherchant l'occasion d'un tel coup, n'avait pas la tâche facile. Durant les 16 mois de développement et de lutte du syndicat "Solidarnosc", une avant-garde très large du mouvement social s'est constituée. Elle ne se limitait pas à l'importante armée des dirigeants du syndicat et du mouvement pour l'autogestion. Elle était composée des travailleurs de dizaines, voire de centaines des grandes entreprises. Après l'instauration de l'état de guerre, la destruction des forces actives de ce mouvement était donc bien plus difficile que dans d'autres cas historiques d'écrasement du mouvement ouvrier par la terreur. Mais plus difficile, ne veut pas dire impossible. Frasnyniuk mettait en garde sur le fait que la situation en Pologne est telle qu'on "peut assister au bain de sang le

plus grand de l'histoire de l'Europe d'après guerre" (28).

A partir d' août 1980, la classe ouvrière polonaise a vécu une expérience d'activité indépendante et connu un développement de la conscience autogestionnaire et de l'auto-organisation à un niveau rarement atteint dans l'histoire (pour autant que de tels précédents existent). Parmi les dirigeants de "Solidarnosc" dans la clandestinité, Frasnyniuk était celui qui, plus qu'aucun autre, avait conscience de la chance historique qui existait de préserver les diverses formes de démocratie de masse avec l'entrée du mouvement social dans la clandestinité. Il était possible de saisir cette chance historique à deux conditions: tout d'abord, en portant un jugement correct sur le niveau de conscience sociale indépendante de la classe ouvrière et sur le degré d'accumulation des expériences d'activité autonome et d'auto-organisation qu'elle avait atteint; ensuite, en jugeant correctement de l'ampleur de la défaite du mouvement social le 13 décembre. Toutes les forces actives ayant échappé au coup de filet des premiers jours de l'état de guerre étaient d'accord pour considérer que "Solidarnosc" pouvait et devait poursuivre la lutte dans la clandestinité. Mais à la question: comment s'organiser et comment agir, les réponses étaient fort diverses. En dernière instance, si ce n'est pas directement, la diversité des tendances qui ont vu le jour provenait des différences d'appréciation, à la fois du niveau de conscience et d'expérience des masses et de l'ampleur de la défaite. A quoi s'ajoutait la référence à deux types de modèles possibles. Mais suivre l'un ou l'autre de ces exemples pouvait amener à perdre de vue totalement, ou en tout cas partiellement, la chance historique qui était celle du mouvement social.

Frasnyniuk et le RKS de Basse-Silésie choisirent de ne suivre aucune de ces deux voies.

LE MODELE DE L'ETAT CLANDESTIN

Le premier modèle se réfère à l'expérience de diverses organisations politiques clandestines de cadres fondées sur les principes du centralisme bureaucratico-militaire, qui préparent moins la société à la prise du pouvoir qu'elles ne se préparent elles-mêmes à prendre le pouvoir au nom de la société. Une telle organisation aurait dû être créée à la place du mouvement social, en tant que substitut clandes-

tin. La force d'attraction de ce type d'organisation trouvait une autorité supplémentaire dans l'expérience historique particulière de l'Etat clandestin polonais sous l'occupation nazie - qui a laissé une trace durable dans la conscience de larges milieux sociaux en Pologne. La tentation de suivre cette voie était donc forte dans divers secteurs de "Solidarnosc", même si tel n'était pas le cas parmi les ouvriers.

28. "Z Dnia na Dzień" n° 66.

Mais les prémisses matérielles permettant de mettre cet exemple en pratique en général trop faibles pour que ce type d'organisation devienne autre chose qu'une idée lancée par certains bulletins clandestins.

Par contre de telles conditions favorables existaient en Basse-Silésie. Il y avait là, dans la clandestinité, une organisation de cadres de "Solidarnosc" assez forte au niveau régional, dirigée par Kornel Morawiecki. Rapidement, elle a commencé à vivre sa propre vie - son appareil menaçant de s'isoler des entreprises. Frasyński et ses camarades se sont opposés au développement de cette tendance. Mais quand ils ont compris qu'ils ne pourraient l'empêcher - c'est de cette organisation de cadres qu'est née l'Entente Solidarité Combattante - ils ont préféré accepter la scission quand bien même le RKS devait y perdre de nombreux cadres de valeur et la quasi-totalité de sa base technique. (Cette dernière se trouvait en effet entre les mains de l'organisation dirigée par Morawiecki qui s'en servit plus tard pour fonder l'Agence d'information de Solidarité Combattante). Il faut cependant souligner ici que cette organisation est atypique pour le cas évoqué dans le sans où elle se prononce pour la démocratie interne dans ses principes d'action.

La Commission exécutive régionale (RKW) de "Solidarnosc" de Gorzow Wielkopolski pose le problème d'une manière toute différente. A son avis "l'efficacité de l'action exige une soumission hiérarchique et une discipline du type militaire". Dans son projet de programme d'action elle se prononce pour "la mise sur pied d'une organisation de cadres centralisée reposant sur les groupes clandestins actuellement actifs dans le pays", organisation qui outre la coordination de l'activité sociale indépendante et la direction des actions de protestation "pourrait entreprendre des activités organisationnelles visant à prendre le pouvoir dans le pays dans l'avenir plus ou moins proche, selon le rapport de forces" (29).

La Direction régionale provisoire (TZR) de "Solidarnosc" de Czestochowa pose le problème de façon similaire: "Durant la se-

conde guerre mondiale, à son point culminant, le nombre de combattants de l'Armée de l'Intérieur (AK) atteignait 420 mille personnes, c'est-à-dire à peine 1,5% de la nation. Et l'AK constituait la quasi-totalité de la clandestinité. Mais même ce faible pourcentage a fait de la clandestinité polonaise le bras armé le plus puissant de tous les pays occupés d'Europe". C'est cet exemple qu'il faut suivre d'après la direction de "Solidarnosc" de Czestochowa. "Aujourd'hui nous sommes à nouveau dans la situation où, à un pôle, fonctionne l'appareil d'oppression avec son entourage social, et à l'autre pôle, la clandestinité. Entre ces deux pôles se trouvent les masses qui refusent le système totalitaire, mais qui le refusent passivement. Dans notre cas, ces masses sont capables de briser l'appareil de coercition - à condition qu'elles soient mues par l'espoir d'une victoire." Quelles conclusions découlent de ce qui précède? "Le mot d'ordre de grève générale jusqu'à la victoire gardera sa capacité de mettre en branle les travailleurs - partie décisive de la société - pour autant que l'avant-garde de la nation - la clandestinité - se montre capable de raviver dans les coeurs polonais le sentiment de la force et de la certitude de la victoire. Après l'Organisation militaire polonaise (POW) de la première guerre mondiale, après l'AK de la seconde guerre, le rôle d'avant-garde de la nation échoit aujourd'hui à 'Solidarnosc'. Non plus le 'Solidarnosc' de plusieurs millions de membres mais à une organisation clandestine de cadres qui doit devenir la force dirigeante de l'Etat clandestin polonais, car il s'agit de transformer les structures clandestines actuelles en structures de l'Etat clandestin." (30)

Les secteurs qui se donnent pour but la construction d'un "Etat clandestin" commencent actuellement à mettre en place un réseau de coordination et cherchent à se consolider en tant que courant organisé au sein du mouvement social. Une rencontre a notamment eu lieu fin janvier 1983 entre les représentants du Conseil de Solidarité Combattante et la direction syndicale clandestine de Czestochowa au cours de laquelle "des principes de coordination et de soutien mutuel ont été mis au point" (31).

29. "Feniks" n° 4, du 23-29 janvier 1983.

30. "Solidarnosc Walczaca" n° 3/33, du 17 janvier 1983.

31. "Solidarnosc Walczaca" n° 10/40, du 6 mars 1983.

LE MODELE DU K.O.R.

Le second modèle, c'est celui qui vient de l'expérience de l'opposition démocratique d'avant août 1980 - avant tout de l'expérience du Comité d'autodéfense sociale (KSS-KOR), adapté aux conditions de la clandestinité et développé sur une échelle bien plus large du fait de la possibilité de s'appuyer sur un nombre infiniment supérieur de militants et d'utiliser l'expérience accumulée par le mouvement social. De là l'idée de la "société clandestine" sous sa forme classique - présentée tout d'abord par la rédaction du bulletin varsovien "Wola" et par les principaux dirigeants de "Solidarnosc" de la région de Masovie, Zbigniew Bujak et Wiktor Kulerski. Elle s'appuie sur l'expérience du KOR et sur une critique sévère des secteurs du mouvement social se réclamant du modèle de l'Etat clandestin.

Dans la lettre à la rédaction de "Wola" Bujak écrivait dès février 1982: "Sous de tels mots d'ordre chacun comprend et imagine un réseau clandestin d'ampleur nationale, une structure organisée, fondée sur une soumission et une dépendance hiérarchiques. Nous sommes opposés à ce type d'organisation. Vous mentionnez ses dangers, et il suffit de rappeler l'histoire de la WiN, pour prévoir quelle en sera la fin. 'Solidarnosc' ne peut pas se permettre un tel échec, et les étudiants qui lancent le mot d'ordre de l'Etat clandestin polonais n'ont pas pris la peine de se demander ce qu'un tel mot d'ordre signifie."(32)

C'est Jacek Kuron lui même qui, dans une lettre critiquant leurs propositions, a relevé que Bujak et Kulerski cherchaient à appliquer le modèle du KOR: "Si j'ai bien compris, vous proposez de construire un mouvement social à l'image de celui que nous appelions 'd'autodéfense sociale' avant août 1980, mouvement fondé sur l'organisation des gens dans divers milieux pour leur permettre de résoudre en commun les problèmes auxquels ils sont confrontés. Une telle auto-organisation peut servir de

base au développement d'activités plus générales: édition, cercles de formation, discussions programmatiques. Dans mon texte Réflexions sur un programme d'action de 1976, j'insistais sur le fait qu'un tel mouvement devait s'appuyer sur une pleine autonomie des groupes d'action sectoriels et locaux constitués sur cette base. Excusez cette auto-publicité, mais je tiens à souligner combien l'idée que vous défendez m'est proche. Elle a été vérifiée dans les faits, en conduisant à la victoire d'août 1980, victoire déjà irréversible. Je ne suis donc pas étonné que cette conception du mouvement rencontre aujourd'hui un appui très large. Nous réfléchissons tous en recherchant des analogies historiques et en nous efforçant de nous appuyer sur l'expérience. Mais il ne faut pas oublier que nous discutons de méthodes d'action, dépendant avant tout des conditions de la lutte, et que celles-ci sont aujourd'hui très différentes de celles d'avant août 1980."(33)

La première fois où Bujak a présenté la conception classique de la "société clandestine", c'est dans la lettre à la rédaction de "Wola" où il affirmait que ce bulletin était le plus proche du point de vue programmatique défendu par lui même et par Kulerski. "Vous parlez des fonds de résistance, de la presse et des universités ouvrières. Vous parlez également de l'application du programme du syndicat, alors que ce programme a été conçu pour un large mouvement social. Sa réalisation exigera le développement d'initiatives diverses, telles que les coopératives, les comités d'aide sociale, le mouvement de défense des consommateurs, les associations et clubs qui élaboreront le programme d'autogestion territoriale et prépareront sa mise en place. Le réseau de telles initiatives en voie de développement (que nous proposons d'appeler: mouvement de 'Solidarnosc') permettra de mener à bien des actions qui forceront l'adversaire à reconnaître la légalité de 'Solidarnosc'. L'existence du mou-

32. "Wola" n° 6-7, du 15 mars 1982. Liberté et Indépendance (WiN) - une organisation clandestine de résistance au "pouvoir populaire" qui, formée sur la base d'une partie des éléments de l'ancien appareil politique et militaire de l'Etat clandestin, exista après la deuxième guerre mondiale en Pologne. Démantelée par l'appareil de répression, elle a ré-ussi par deux fois à se reconstruire, mais dans la phase finale de ses activités, elle a été profondément infiltrée et manipulée par la police secrète stalinienne. Pour certains militants de "Solidarnosc", l'histoire de la WiN est devenue un symbole de la vulnérabilité des organisations centralisées de professionnels clandestins à la pénétration et au contrôle de services secrets.

33. "Tygodnik Mazowsze" n° 13.

34. "Wola" n° 6-7.

vement permettra, le moment venu, de lancer le mot d'ordre d'une action d'ensemble en défense de notre droit à l'existence et à l'action."(34)

Par la suite, cette "action d'ensemble" a disparu des propositions de Bujak. Il considérait comme erroné non seulement le recours du mouvement à la menace d'une "attaque simultanée contre tous les centres du pouvoir et d'information dans l'ensemble du pays" proposée par Kuron, mais même le recours à la menace de la grève générale. "Un danger aussi grand - écrivait-il - unifiera

le camp gouvernemental dans une action visant à la destruction totale du mouvement. Au mieux, cela ne peut qu'augmenter les chances du secteur de l'appareil (du pouvoir) qui souhaite une intervention extérieure." Il expliquait: "Nous devons passer par tous les fronts de lutte avant d'arriver au dernier"(35), et il considérait la grève générale comme l'arme ultime, équivalent pratiquement à l'insurrection armée: "du fait du caractère d'une telle grève (autodéfense active), il s'agirait d'une révolution (renversement du pouvoir)"(36).

MESURER LES FORCES

Ce projet avait deux faiblesses essentielles. Premièrement, et à l'évidence, ses bases idéologiques étaient inspirées par les milieux intellectuels. Le dirigeant de "Solidarnosc" clandestin de Gorzow Wielkopolski, Zbigniew Belz (lui même tendant plutôt vers le modèle d'une organisation de cadres) a même été jusqu'à dire que l'idée de la société clandestine "pourrait trouver une application uniquement dans les cercles restreints de l'élite intellectuelle"(37)

Certes, dans ses thèses programmatiques publiées en janvier 1983, la rédaction de "Wola", à laquelle Bujak et Kulerski se sentent toujours liés, souligne la nécessité de reconstruire le mouvement syndical indépendant dans les entreprises - "c'est dans le milieu des travailleurs que se crée notre solidarité et notre coopération, c'est là que seront prises les décisions engageant l'avenir de notre pays et les chances d'exiger de façon efficace le rétablissement des droits dont nous avons été privés". Toutefois, les tâches proposées pour "Solidarnosc" dans les entreprises sont des plus réduites. "Notre programme minimum est réaliste, il n'exige pas le développement des structures clandestines et garantit le maximum d'effets avec le minimum de pertes. L'effet recherché doit être une plus grande cohésion des travailleurs, la restauration de leur capacité d'initiative et d'action, le développement de leur savoir, de la réflexion sur l'avenir du mouvement et les buts de son action. Ce n'est que confronté à des travailleurs prudents et déterminés, conscients de

leurs droits et des limites du compromis qu'impose la réalité (limites qui ne sont pas immuables) que le pouvoir sera obligé de tenir compte des revendications sociales. Il existe trois niveaux d'action qui permettront de marquer des points dans les entreprises: celui de l'information, celui de la formation et celui de la coopération et de l'entraide."(38)

On décèle aisément, dans ce qui précède, une sous-estimation du niveau de conscience et des capacités d'auto-organisation et d'activité autonome des milieux ouvriers.

Deuxièmement - j'en ai déjà parlé longuement dans un article critiquant la stratégie de "guerre de position" prônée par Bujak et Kulerski(39) - le développement de la société clandestine était compris comme un processus long et essentiellement linéaire: "une lente désagrégation du système et des changements progressifs grâce auxquels la société retrouvera peu à peu le contrôle sur son propre sort"(40). Il s'agit donc de construire un rapport de forces de plus en plus favorable à la société civile. Toutefois, les forces de cette dernière, développées peu à peu par la constitution d'espaces de plus en plus larges de la vie sociale sur lesquels le pouvoir totalitaire a perdu le contrôle effectif, ne sont pas censées se mesurer dans une lutte ouverte avec les forces faiblissantes de ce pouvoir, du moins pas dans un avenir prévisible. Or, comme on le sait, les changements progressifs, quantitatifs, du rapport de forces ne sont possibles que jusqu'à un certain point, et dans les limi-

35. "Tygodnik Mazowsze" n° 13.

36. "Tygodnik Mazowsze" n° 15, du 27 mai 1982.

37. "Feniks" n° 4.

38. "Wola" n° 43, du 10 janvier 1983.

39. Z. M. Kowalewski, War of position and war of movement: On the strategy of Solidarity, "Labour Focus on Eastern Europe" n° 3-4, 1982.

40. "Tygodnik Mazowsze" n° 13. © Musées de Grasse, Alpes-Maritimes

toires relativement étroites. Il n'est possible de dépasser ces limites que par un saut qualitatif, et un tel saut n'est envisageable que lorsque les forces en présence se mesurent dans une lutte, fût-elle partielle et dût-elle n'apporter que des victoires partielles à l'une, et des défaites partielles à l'autre.

Selon la conclusion de l'analyse des dirigeants de la région de Masovie, le rapport de forces est à tel point défavorable à "Solidarnosc" que la voie vers la victoire ne peut être que longue et tortueuse - d'où la proposition d'une guerre de position. J'ai déjà noté ailleurs qu'une telle stratégie ne prend pas en compte les chocs inévitables qui sont inscrits dans le rapport de forces existant actuellement, chocs que ce pouvoir sera incapable d'amortir du fait de la "rigidité" de sa structure. Je voudrais ici souligner un autre aspect, non moins important: aucune analyse du rapport de forces, fût-elle des plus profondes et des plus objectives, ne permet à elle seule de préjuger si la révolution a devant elle une route longue et tortueuse, ou une route brève et rectiligne (ou encore intermédiaire entre les deux). Ce n'est qu'en mesurant le rapport de forces dans la lutte qu'il est possible d'en juger; sans quoi on n'a affaire qu'à une hypothèse plus ou moins fondée, et qui doit être vérifiée, car on ne peut construire une stratégie sur la seule base d'hypothèses. Si l'on admet l'hypothèse de la voie longue et tortueuse

comme unique perspective et sans pour autant le vérifier dans la pratique - c'est -à-dire dans la lutte - on risque fort de se perdre dans les virages de l'histoire, de s'embrouiller dans les méandres des rétroactions et d'exagérer les échecs passagers. Et alors la voie de la révolution sera telle que prévue - pire: encore plus longue et encore plus tortueuse. Et l'on ne saura jamais s'il devait en être ainsi.

Le Comité de résistance sociale (KOS), dont le programme d'action est proche de la ligne de Bujak et Kulerski, affirme que c'est celle "qui a le mieux résisté à l'épreuve de la pratique du mouvement". Selon le KOS, c'est là "où on s'est concentré sur la construction d'un réseau clandestin d'information, de presse et d'édition, où l'on a développé l'enseignement indépendant, où l'on a organisé l'entraide entre amis et voisins, que la volonté de lutte a été le mieux sauvegardée, que la peur et le sentiment d'impuissance ont eu le moins de prise. Il est vrai que de telles actions étaient également proposées dans d'autres programmes, mais toujours en tant que moyens en vue d'atteindre un but, que ce but soit le compromis ou la confrontation, et jamais en tant que but en soi."(41)

On ne peut être d'accord avec ce jugement porté sur l'expérience de la lutte clandestine de "Solidarnosc". Car en pratique, la ligne qui a le mieux permis au mouvement d'avancer, ce fut la "ligne des usines" - celle de Frasyniuk.

LA LIGNE DES USINES ET DE LA GREVE GENERALE

Tout comme la direction clandestine du syndicat "Solidarnosc" dans son ensemble, Frasyniuk s'est prononcé pour le développement de la société clandestine - ou, comme on l'appelle en Basse-Silésie, de la "société indépendante". Ses opinions recouvraient partiellement la conception de la société clandestine présentée plus haut. Tout comme Bujak, il insistait sur "le développement du savoir politique, économique et juridique, qui est possible là où la science et l'enseignement ne sont pas muselés, là où existe une presse indépendante et de variées bibliothèques dans lesquelles on trouve des publications qui ont été condamnées à l'oubli ou mises à l'index par le pouvoir"(42).

Le RKS de Basse-Silésie considère une telle activité comme très importante. "Dès

aujourd'hui - explique Pinior - nous devons préparer la société à la démocratie, dès aujourd'hui nous devons apprendre la démocratie. Nous n'apprendrons pas l'autogestion par la résistance passive, par un 'programme négatif'. Les militants du syndicat clandestin doivent comprendre parfaitement les questions de l'économie, ils doivent savoir ce qu'il faut faire pour que leur usine commence à produire, à se développer. C'est pour cette raison que le RKS a décidé d'organiser une université ouvrière pour les militants syndicaux des entreprises." Car les syndicalistes "doivent être prêts pour le jour où la société aura conquis une influence réelle sur le fonctionnement de l'économie. Beaucoup de choses seront alors entre nos mains; sans le savoir, sans la pratique acquis précédemment, nous risquerons de décevoir l'attente

41. "Kos" n° 20, du 29 novembre 1982.

42. Procès Frasyniuka, p. 7.

de la société et de nous montrer incapables de sortir le pays de la misère et de la déchéance."(43)

Pour Frasyński le développement d'une conscience autogestionnaire indépendante et des capacités de la société, en particulier la capacité des ouvriers des usines à l'autogestion, à construire une société autogérée, n'était cependant pas un but en soi. C'est ce dont témoignent les réflexions dont il fait état dans une lettre ouverte du 1er juin 1982. "Notre tactique doit consister en un travail tenace et apparemment peu attrayant de reconstruction de l'organisation des travailleurs sur la base des structures d'entreprises, organisation qui puisse être capable de défendre l'intérêt social en employant comme ultime arme de lutte la grève générale. La situation dans le pays est telle que l'utilisation d'une telle arme peut bientôt se transformer en une nécessité du moment. Toutes nos activités sont, et doivent être, subordonnées à la préparation d'une telle grève."(44)

Frasyński a élaboré une variante ouvrière de la conception de la société clandestine. Soulignons deux de ses aspects les plus importants. Premièrement, Frasyński

insistait sur la construction des structures de la société clandestine - des structures, c'est-à-dire de son côté matériel le plus durable. Deuxièmement, l'organisation syndicale clandestine dans les entreprises, l'organisation des ouvriers sur leur lieu de travail devait, selon lui, constituer le centre de ces structures. C'est à cela qu'il accordait le plus d'importance, sans pour autant y voir une forme d'organisation exclusive. "Nous devons construire des structures organisationnelles et développer des initiatives de telle manière qu'elles soient le creuset de la future société autogérée. Je pense ici aux structures d'entreprises, aux structures inter-entreprises et territoriales de 'Solidarnosc', mais aussi aux conseils et commissions sectorielles et intersectorielles."(45) A savoir, à côté des organisations syndicales et de leur réseau de coordination - des institutions autogestionnaires clandestines coordonnées elles aussi. "Il s'agit d'arriver à créer au sein de la société des changements suffisamment durables - expliquait-il - pour que notre victoire future ne soit pas passagère et pour que le système du pouvoir totalitaire ne puisse plus jamais étouffer le peuple"(46).

LE CREUSET DE LA REPUBLIQUE AUTOGEREE

Le but stratégique du mouvement social - la construction d'une société autogérée - restait toujours présent dans la pensée et dans l'action de Frasyński, y compris dans sa manière de résoudre la question d'organisation du mouvement clandestin. Les formes d'organisation qui se développaient dans la clandestinité devaient être soumises à ce but - constituer "le creuset de l'Etat autogéré"(47). Il faut souligner ici qu'il n'est pas du tout paradoxal de considérer que les structures de la société clandestine, fondées avant tout sur les organisations syndicales dans les entreprises, constituent le creuset de la République autogérée. On peut dire schématiquement que cette dernière n'est rien d'autre qu'un syndicat autogéré transformé en Etat. Bien sûr, il ne s'agit pas d'une "étatisation" du syndicat (celui-ci, même dans le cadre d'une République autogérée, doit garder une entière indépendance par rapport à l'Etat), mais, si l'on peut s'exprimer

ainsi, d'une "syndicalisation" de l'Etat - de la dissolution progressive de celui-ci dans la société autogérée, de sa disparition en tant qu'entité séparée de la société, en tant que système d'appareils et d'institutions spécifiques.

Toutefois, il faut se garder de confondre les structures de la société clandestine en tant que creuset de la future République autogérée, avec un Etat clandestin. On pourrait parler d'un tel Etat s'il existait une centralisation des structures de la société clandestine, en particulier des appareils spéciaux qui en sont issus. Lorsque Frasyński, dans une lettre ouverte, appela à la construction des structures de la société clandestine, le bulletin "Solidarnosc Walczaca" publia une déclaration qui interprétait cet appel de manière tendancieuse: "Le développement de la situation politique conduit inéluctablement à organiser la société dans le cadre de l'Etat clandestin. L'Entente Solidarité

43. "Z Dnia na Dzień" n° 2/261.

44. "Z Dnia na Dzień" n° 63.

45. "Z Dnia na Dzień" n° 92, du 18-20 septembre 1982.

46. Ibid.

47. Proces Frasyńskiego, p. 7.

Combattante reconnaît la portée de l'appel du président du RKS de Basse-Silésie insistant sur la nécessité de la construction d'un tel Etat. Comme la pratique nous l'a prouvé jusqu'ici, il ne suffit pas de parler d'Etat clandestin; il faut commencer à construire des structures de cet Etat et agir en leur sein. Dans l'immédiat, nous mettons en place les Groupes d'autodéfense de Solidarité Combattante. Leur tâche sera de défendre la sécurité des imprimeries, des radio-émetteurs, des manifestations. Ils doivent créer un climat de résistance contre l'accomplissement aveugle des ordres du pouvoir illégitime."(48)

Cette organisation considère que, tout comme sous l'occupation nazie, il est temps aujourd'hui de créer un Etat clandestin. Il faut avoir à l'esprit que sous l'occupation, certaines structures de la société clandestine, si elles avaient une existence réelle, étaient en tout cas peu développées et tout à fait secondaires par rapport à celles de l'Etat clandestin (par exemple: l'enseignement clandestin). Actuellement, nous avons affaire à une situation toute autre. Imposer la construction des structures d'un Etat clandestin au détriment des structures de la société clandestine impliquerait l'abandon des potentialités que recèle le mouvement social, l'abandon de l'auto-organisation et de l'activité auto-

nome de la classe ouvrière et des autres groupes sociaux.

B.D.I.C

Les groupes d'autodéfense sont nécessaires au mouvement social et ils le seront encore plus dans l'avenir, en tant que noyau de la Garde ouvrière. Mais il n'est pas indifférent qu'ils surgissent comme fruit du développement des organisations syndicales clandestines et d'autres structures de la société clandestine, qu'ils soient leur prolongement et constituent un outil en leurs mains, ou qu'il s'agisse au contraire d'appareils spéciaux créés indépendamment du mouvement de masse, coordonnés sans lien avec lui et obéissant à sa propre logique de centralisation. L'Entente Solidarité Combattante a clairement choisi la seconde voie, car elle définit les groupes d'autodéfense comme un appareil de l'Etat clandestin en formation. En conséquence, lorsque Frasnikiuk parle de la construction d'organisations et d'institutions dans les entreprises et les divers milieux sociaux, l'Entente Solidarité Combattante, elle, parle de créer des appareils spéciaux. Il s'agit là d'une tendance tout à fait différente, qui risque de conduire à la substitution de l'organisation de masse par les appareils ou à l'isolement de ces appareils par rapport à l'organisation de masse.

LUTTES PARTIELLES

"Notre but suprême, c'est une autogestion généralisée. On ne saurait y parvenir sans lutter sur des objectifs partiels et immédiats"(49) - constatait Frasnikiuk. Il était convaincu que, dans sa lutte quotidienne, le mouvement social doit savoir trouver le pont qui permet de lier les revendications partielles au programme de construction de la société autogérée; le pont qui donne à ces revendications un caractère transitoire afin que, partant de l'actuel niveau de conscience, d'organisation et de combativité des larges masses de la classe ouvrière et de la société en général, partant du rapport de forces actuel, elles tendent toujours au même but: celui de la société autogérée.

"On ne peut obtenir des concessions partielles du pouvoir - écrivait-il - que par l'emploi de diverses formes de pression, dont la base doit être l'organisation

de la société clandestine au sein de structures sectorielles, de groupes ou d'entreprises. Seule une activité qui s'en prend sans cesse à l'ennemi, renforcée si nécessaire par de puissantes actions nationales (grèves, manifestations), peut créer un rapport de forces qui nous soit favorable."(50) Il se prononçait donc pour mesurer les forces au travers de la lutte, comme seul moyen efficace pour connaître le rapport de forces en présence et le faire évoluer en faveur du mouvement social. En un mot, il prônait non pas la seule "guerre de position", mais sa liaison constante avec la "guerre de mouvement".

Le fait que ce soit justement "Solidarnosc" de Basse-Silésie qui, en tant qu'organisation régionale, ait été la première à impulser des luttes partielles, témoigne de l'importance attachée par le RKS à cet aspect de la pensée politique de Frasnikiuk.

48. "Solidarnosc Walczaca" édition spéciale, de juin-septembre 1982.

49. W. Frasnikiuk, List otwarty do czlonkow "Solidarnosci", du 11 septembre 1982.

50. Ibid.

L'exemple fut donné par les travailleurs de l'usine Fadroma de Wroclaw qui, du 13 au 19 février 1983, menèrent une semaine d'action contre les licenciements pour activité syndicale. Il s'agissait, durant cette semaine, de réduire les rendements de l'équivalent de huit heures de travail. Une action similaire a eu lieu dans les principales entreprises de Wroclaw et de la région entre le 21 et le 26 mars à l'appel du RKS. Son but était d'exiger une amnistie inconditionnelle et générale pour les syndicalistes emprisonnés, la réintégration à leur postes des syndicalistes licenciés et de protester contre la hausse des prix. "La

semaine de protestation a été une expérience importante dans notre activité. L'attitude des travailleurs des plus grandes entreprises de notre région témoigne de leur engagement dans la lutte pour les droits syndicaux et pour le droit à l'auto-gestion, elle constitue le fondement de la préparation de la manifestation ouvrière du 1er Mai dans notre région."(51). "La décision d'organiser une manifestation n'est pas le fruit de notre imagination - ce qui nous a décidé, ce sont les résultats de la semaine de protestation, le fait que les gens se sont décidés à débrancher les machines"(52).

LA GREVE GENERALE

Enfin, Frasyuniuk considérait comme inéluctable le passage à une guerre de mouvement à grande échelle, de caractère décisif, c'est-à-dire concrètement à la grève générale ("les grèves sont une guerre de mouvement"(53) selon Antonio Gramsci). La conviction de Frasyuniuk selon laquelle la grève générale est la seule perspective du mouvement social et que la construction des structures de la société clandestine doit servir à la préparer, est l'un des aspects essentiels de ce que j'ai appelé la variante ouvrière de l'idée de la société clandestine - de la "ligne des usines". Le caractère transitoire de la situation qui découle du rapport de forces existant entre la dictature militaire et la société civile et de l'approfondissement des contradictions entre elles permettait à Frasyuniuk de tirer une conclusion essentielle, qui devrait définir la stratégie de "Solidarnosc" dans son ensemble: à savoir que la grève générale n'est pas nécessairement un projet d'avenir, mais au contraire, "que l'utilisation d'une telle arme peut bientôt se transformer en une nécessité du moment". Le fort instinct ouvrier marquant la personnalité de Frasyuniuk, s'ajoutant aux enseignements qu'il avait tirés de ses expériences de la révolution polonaise, lui permit de prendre conscience, bien plutôt que d'autres dirigeants de premier plan de "Solidarnosc" clandestin, et plus complètement qu'aucun d'entre eux, que la grève générale n'est pas seulement une hypothèse. Il comprit qu'il ne s'agissait pas d'un élément de pronostic politique ou de stratégie construite de manière rationnelle,

non plus seulement que d'une forme de lutte dont il fallait envisager l'emploi, mais qu'il s'agissait d'une tendance naturelle du mouvement social dans la mesure où elle caractérise la classe ouvrière, à la tête de ce mouvement.

La défense de la grève générale par Frasyuniuk était donc l'expression de sa volonté de trouver une stratégie qui, non seulement ne soit pas contradictoire avec cette tendance naturelle, mais qui l'intègre pleinement et qui en fasse son axe le plus solide. Tôt ou tard, dans le cadre de la lutte pour ses droits, en défense des intérêts et de la dignité du travailleur et du citoyen, la classe ouvrière polonaise emploiera l'arme de la grève générale. Ce sera le cas lorsque la volonté d'entrer en grève se généralisera parmi les masses, lorsque les conditions pour ce faire surgiront spontanément, lorsqu'elle prendra conscience de sa force au travers de luttes partielles. Mais les seules prémisses spontanées peuvent s'avérer insuffisantes pour une victoire, même partielle, de la grève générale. Elles peuvent ne pas suffire pour éviter un échec grave. Une préparation consciente de la grève générale est donc indispensable pour assurer sa victoire. "Il faut préparer la société, la maintenir dans un état d'aptitude consciente et choisir le moment le plus propice à la victoire. La société doit être prête à se saisir d'une telle chance."(54)

Le 5 juillet 1982, le RKS appela "toutes les organisations syndicales d'entreprises à agir sans retard pour renforcer et

51. "Z Dnia na Dzien" n° 15/274, du 14-21 avril 1983.

52. J. Piniór, Lettre à Z. M. Kowalewski, du 6 avril 1983.

53. Gramsci dans le texte, Paris, Editions Sociales 1977, p. 525.

54. "Tygodnik Mazowsze" n° 13.

développer les structures du syndicat, de sorte qu'elles soient capables de mener la lutte de manière efficace s'il avérait nécessaire de proclamer la grève générale" (55). A peine deux mois plus tard la question de la grève générale a été mise à l'ordre du jour en Basse-Silésie.

"Le 1er septembre déjà, une réunion du RKS eut lieu avec les représentants des plus grandes entreprises. Deux résolutions ont été votées, et la tactique pour la période à venir dans le contexte des événements du 31 août a été approuvée. La réunion de consultation des entreprises de la TKK eut lieu le 5 septembre. J'y présentai le point de vue de notre région. Jusqu'à la veille, j'avais reçu des comptes-rendus des principales villes de notre région et des remarques sur la tactique à suivre. En Basse-Silésie les travailleurs se prononçaient sans ambiguïté pour 'aller de l'avant' et proclamer rapidement la grève générale à partir des entreprises choisies à l'avance et en l'appuyant par des manifestations de rue des travailleurs ne prenant pas part à la grève proprement dite."(56)

Mais il était évident "que la réussite de la grève générale ne dépendait pas de la

seule Basse-Silésie"; d'ailleurs, "c'était la condition mise en avant par les travailleurs"(57). Lors de la réunion de la TKK il apparut que la plupart des régions n'était pas prêtes à faire ce "pas en avant" après les manifestations nationales du 31 août. Contrairement à la Basse-Silésie, ces régions n'avaient pas suivi la "ligne des usines" dans leur activité clandestine et au moment où les prémisses d'une situation prérévolutionnaire commençaient à être réunies, il fallait en payer le prix. La TKK avait donc le choix: soit accepter la grève générale "comme le proposait la majorité des entreprises de Basse-Silésie, où les manifestations avaient été les plus massives"(58), soit continuer à construire la société clandestine. Frasyniuk considérait, vu la situation, qu'il fallait abandonner la perspective de la grève générale pour l'avenir immédiat. "On opta pour la deuxième hypothèse, les actions du type 31 août devant servir à mobiliser la société et à imposer des concessions concrètes au pouvoir. Les armes dont 'Solidarnosc' dispose aujourd'hui - la grève générale et les manifestations de rue - ne peuvent être utilisées tort et à travers pour ne pas faillir au moment décisif. C'est un arsenal limité."(59)

LA DEFENSE DES USINES ET L'ARMEE

"Août 1980 a montré que la grève est la forme de lutte la plus efficace dont le syndicat peut disposer - disait Frasyniuk. - Décembre 1981 n'a nullement remis en cause cet enseignement. Le 13 décembre, nous nous sommes laissés surprendre. Ce n'est pas notre arme qui a fait défaut." C'est une préparation consciente. "La défense des entreprises et le système de communications à l'échelle du pays et dans chaque région n'avaient pas été préparés" (60). Il ne faut pas répéter cette erreur. "Il faut s'organiser dans les entreprises en vue du déclenchement de la grève générale. Il faut mettre sur pied un système de communications entre les entreprises et préparer leur défense. Il faut faire tout le nécessaire pour que cette grève ait toutes les chances de succès."(61)

Pendant la grève générale les travailleurs doivent être prêts à défendre les entreprises. Comme je l'ai déjà noté, Frasyniuk attachait une grande importance à ce point, considérant qu'il s'agissait de l'un des facteurs indispensables à la réussite de la grève. Et il avait raison. La machine militaro-policrière n'est plus aujourd'hui une roue de secours du système du pouvoir totalitaire. Avec l'instauration de la dictature militaire, puis avec l'institutionnalisation de l'Etat d'exception, elle s'est convertie en instrument central du pouvoir. On peut donc s'attendre à ce que la grève générale n'y soit pas confrontée en dernière instance, mais à ce qu'elle s'y heurte de plein fouet comme en décembre 1981. L'espoir que cette machine parvienne d'elle-même à un état de décomposition qui

55. "Solidarnosc Walczaca" n° 6, du 18 juillet 1982.

56. Proces Frasyniuka, pp. 13-14.

57. Ibid., p. 14.

58. "Z Dnia na Dzien" n° 92.

59. Ibid.

60. "Z Dnia na Dzien" n° 66.

61. "Z Dnia na Dzien" n° 63.

la paralysie est insuffisante. La défense des entreprises par les ouvriers en grève est indispensable pour que cette décomposition se transforme en un phénomène actif de la lutte politique. Il est non moins nécessaire de créer dès maintenant les conditions au développement des structures de la société clandestine, de creuser des tranchées au sein même de cette machine. Le premier pas c'est de "mener une action d'information et de propagande dans les milieux qui sont les bastions du régime"(62) - dans les rangs de la milice et de l'armée, ce à quoi Frasyński appelait dans sa dernière lettre ouverte, écrite juste avant son arrestation.

Mais ce n'est qu'un premier pas. Il faut, de toute urgence, élaborer un programme d'action du mouvement social au sein de la milice et de l'armée. Dans une discussion avec des syndicalistes français, Jozef Piniór disait récemment: "En fait l'armée n'a pas encore pris part de façon directe à la répression. Les soldats ne se sont pas trouvés devant le choix décisif, celui de l'intervention directe. La question est de savoir comment l'armée se comportera lorsqu'elle sera confrontée au problème. Cela d'autant plus, que les conscrits, qui étaient sous les drapeaux lors de l'instauration de l'état de guerre n'ont rien à voir avec ceux qui forment les rangs de l'armée aujourd'hui. Ce ne sont pas les

mêmes." Mais Piniór est conscient que cela ne suffit pas. "Si nous, en tant que syndicat dans son ensemble, nous arrivons à dépasser la frontière de la peur, alors cette armée qui nous semble aujourd'hui monolithique, cessera de l'être".(63)

Il n'est pas inutile de citer ici le point de vue d'un membre de "Solidarnosc" qui, appelé à l'armée, a pris part à l'action répressive dans les rues de Wrocław le 31 août 1982. Se prononçant pour la construction d'une solide organisation clandestine il affirmait: "Cette organisation devrait préparer une action telle que le soldat soit obligé à se prononcer pour un côté ou pour un autre. De préférence pour le bon côté. J'espère que c'est ce qui se passera."(64)

Dans le cadre de la préparation à la grève générale, Piniór estime qu'il est indispensable de mettre sur pied une Garde ouvrière du syndicat "Solidarnosc". "Le RKS annonce, dans son projet de programme, la formation dans les principales entreprises de détachements de la Garde ouvrière en tant qu'organes exécutifs du RKS. Je voudrais ici souligner que la Garde ouvrière ne servira à aucune action du type 'petit sabotage', ni à agir contre les collabos, etc. Le but qui lui est assigné est bien plus important: la préparation des usines, sur le plan technique, à la grève générale nationale."(65)

LE CONTROLE SOCIAL DE L'ECONOMIE

Une vraie grève générale, c'est-à-dire une grève générale illimitée, pose la question du pouvoir. Il la pose objectivement, indépendamment de notre volonté subjective. Le paradoxe, c'est que même si le but assigné à la grève générale se limite au rétablissement des libertés syndicales, la grève générale est régie par ses propres lois, lois inéluctables auxquels il faut se plier si on ne veut pas perdre. Et s'y plier, cela veut dire utiliser, transformer en conquêtes ce qui est présent dans sa dynamique propre. Personne ne l'a sans doute mieux formulé que l'homme qui, durant la révolution de 1905 dans l'Empire russe, était à la tête du Conseil des délégués ouvriers de Pétersbourg - organe de la grève générale, l'une des plus grandes que l'histoire ait connues.

"La vertu d'une grève de ce type est de désorganiser le pouvoir d'Etat. Et plus l'anarchie qui en résulte est grande, plus la grève approche son but. Mais cela n'est exact que si ce n'est pas par des moyens anarchistes qu'on arrive à cette anarchie. La classe qui jour après jour met en oeuvre l'appareil de production et simultanément celui du pouvoir, la classe qui, en cessant le travail en bloc, paralyse non seulement l'industrie mais aussi toute la machine étatique, doit être suffisamment organisée pour ne pas être la première victime de l'anarchie qu'elle a créée. Plus la grève suspend l'organisation d'Etat existante sur une large échelle, plus l'organisation de la grève doit assumer les fonctions de l'Etat."(66)

62. W. Frasyński, List otwarty do czlonkow "Solidarnosci".

63. "Robotnik '83" n° 4, du 14 avril 1983.

64. "CDN" (de Wrocław) n° 7-8, du 1-15 janvier 1983.

65. "Z Dnia na Dzień" n° 2/261.

66. L. Trotsky, Le conseil des députés ouvriers et la révolution, in A. Brossat, Aux origines de la révolution permanente, Paris, Maspero 1974, p. 294.

Peu avant, en 1902, les syndicalistes révolutionnaires de la CGT française avaient sans doute été les premiers à deviner la dynamique autogestionnaire objective de la grève générale (67). Ils prévoyaient que si cette grève se développait en accord avec sa logique, "la distinction entre une grève générale 'passive', qui consisterait en une simple cessation généralisée du travail et une grève générale 'active' qui, de l'occupation des entreprises, devait conduire à la prise en main de la production par les travailleurs"(68) disparaîtrait.

La prochaine grève générale ne doit cependant pas poser l'alternative du tout ou rien. Car paradoxalement, bien qu'une telle grève pose inéluctablement la question du pouvoir, elle n'est pas en mesure de la résoudre. Aucun pouvoir ne tombe sous le seul effet d'une grève générale. Cette grève ne conduira donc pas au renversement du pouvoir totalitaire. Mais elle peut conduire à la chute de l'Etat d'exception. Le résultat de la grève générale ne se traduira pas par l'instauration de la République autogérée ni par la victoire définitive de la révolution polonaise. Soulignant l'agonie croissante du système totalitaire, Frasyński écrivait: "Cela ne signifie toutefois pas qu'il suffira d'un soulèvement national héroïque pour que la situation change radicalement en notre faveur. Car si nous voulons des changements socio-politiques durables et non une victoire passagère, et si nous voulons construire une société réellement autogérée et indépendante, nous avons devant nous encore bien des années de lutte obstinée."(69)

Ce qui importe, c'est que la grève générale conduite à un changement du rapport de forces en notre faveur, qui rende plus difficile un nouveau changement en leur faveur. Si nous y parvenons, la voie vers la dernière victoire, bien qu'encore difficile, s'ouvrira devant nous. Le résultat de la grève générale devrait donc être l'apparition d'une situation de dualité de pouvoirs, en tant qu'expression du changement dans le rapport de forces.

La poursuite de l'élaboration de la stratégie du mouvement social selon la "ligne des usines" a conduit récemment Piniór et ses camarades à conclure que ce qui

permettrait de proclamer la victoire de la grève générale serait l'instauration du contrôle social sur l'économie nationale. Dans l'entretien déjà cité Piniór disait: "A mon avis, ce qui permettra de trancher sur la réussite de la grève, ce sera de savoir si la société a ou non une influence sur le fonctionnement de l'économie. C'est ce qui est essentiel à mes yeux. Si par la grève générale nous parvenions à avoir une influence réelle sur le fonctionnement de l'économie - soit par l'autogestion, soit par la création comme cela avait été proposé en 1981 d'un Conseil socio-économique, soit par un moyen qu'on ne peut encore prévoir - alors je pense qu'on pourra dire que la grève générale a atteint son but. Cela créerait une base permettant d'aller plus loin par la suite."(70)

Cette conclusion s'appuie sur l'état d'esprit des ouvriers. Selon un sondage effectué par le RKS dans les entreprises de Basse-Silésie il apparaît que les travailleurs, après avoir pris le contrôle sur les entreprises durant la grève de masse avec occupation des usines, se déclarent prêts à conserver ce contrôle après la grève (71). Ce qui impliquerait justement une situation de dualité de pouvoirs. Cette disposition est l'expression de la conscience autogestionnaire des travailleurs et de leur conviction que pour sortir l'économie de la crise dans laquelle elle est plongée, il faut que les travailleurs prennent eux-mêmes leur sort en mains. Il faut maintenant que cette volonté des travailleurs de Basse-Silésie se reflète dans le programme d'action de "Solidarność" qui surgira au cours de la préparation de la grève générale et se traduise dans les revendications mises en avant durant la grève. Il faut qu'un tel programme développe et renforce cette volonté parmi les travailleurs de l'ensemble du pays.

"Beaucoup craignent que la grève générale ne déclenche une intervention militaire directe de l'URSS - observe Piniór. - Le seul moyen de nous en garantir sera notre degré de préparation - moins nous serons préparés, plus la grève sera chaotique, et plus il y aura de chances d'agression directe. Une organisation parfaite, un système de communications régio-

67. Grève générale réformiste et grève générale révolutionnaire, brochure de la CGT, Paris 1902, reprise par H. Lagadrelle, La grève générale et le socialisme, Paris, Conély 1905.

68. D. Guérin, Rosa Luxembourg et la spontanéité révolutionnaire, Paris, Spartacus 1982, pp. 77-78.

69. W. Frasyński, List otwarty do członków "Solidarności".

70. "Robotnik '83" n° 4.

71. J. Piniór, Lettre à Z. M. Kowalewski, du 21 février 1983.

72. "U Nas" n° 17-18.

nal et inter-entreprises, le contrôle de la grève par nous-mêmes, telles sont les ga-

ranties du succès, et aussi de ce que l'URSS s'abstiendra d'intervenir militairement." (72)

La "ligne des usines" élaborée par Frasnjuk trace la voie la plus sûre pour les luttes du mouvement social et elle détermine de manière correcte les tâches stratégiques fondamentales de la révolution polonaise pour l'avenir immédiat. Voici les principales aspects de cette ligne, tels qu'ils sont présentés par Piniór:

1. "Le RKS insiste sans relâche que notre syndicat, ce sont les entreprises, et avant tout les usines - c'est d'ailleurs pour cela que nous sommes restés si longtemps opposés aux manifestations de rue. Si nous nous laissons pousser vers des actions extérieures aux entreprises, alors nous perdrons notre syndicat."

2. "Affirmer que l'idée de la grève est discréditée, que les entreprises ne feront pas la grève, c'est se couper de notre base, de la source de notre force et de notre vitalité, du berceau même de 'Solidarnosc'. Renoncer à la grève, cela revient

73. "Z Dnia na Dzień" n° 2/261, "U Nas" n° 17-18 et émission n° 8 de Radio Solidarnosc - Wrocław.

à ne compter que sur un miracle."

3. "Ou nous attaquons en déclenchant la grève générale, et nous commençons à la préparer sérieusement, ou alors de longues années de pouvoir militaire nous attendent. Partout où les militaires s'emparent du pouvoir, ils ne s'en séparent pas facilement - c'est même une question de technique de gouvernement de cet appareil bureaucratique des casernes dont dispose chaque armée."

4. "La préparation adéquate des entreprises et des quartiers en vue de la grève générale est la tâche essentielle d'une société en voie d'auto-organisation." (73)

Paris, le 20 avril 1983.

Zbigniew M. Kowalewski

MAREK EDELMAN

MEMOIRES DU GHETTO DE VARSOVIE

UN DIRIGEANT DE L'INSURRECTION RACONTE

Un témoignage direct sur un des moments les plus tragiques de l'histoire de Pologne et de l'humanité: le 19 avril 1943, des juifs du ghetto de Varsovie, sachant qu'ils vont être exterminés par les nazis, décident de mourir les armes à la main.

30 ans après, Marek Edelman revient sur ces événements dans ses

mémoires. Adhérent au Bund (parti ouvrier juif) à l'époque, Edelman fut le seul survivant parmi les cinq membres de l'état-major de l'insurrection du ghetto. Cardiologue réputé, il adhéra à "Solidarnosc", dans la continuité des idéaux socialistes du Bund. Il fut membre de la Direction régionale de Lodz et délégué au 1-er Congrès national du syndicat.



Éditions du Scribe